

CORIDON Stéphane
DEA 128FC e-management
Université Paris Dauphine
Année 2003-2004

Guy BAJOIT - Le changement social
Approche sociologique des sociétés occidentales contemporaines
Collection Cursus – Armand Collin

L'auteur

Guy BAJOIT est professeur émérite de sociologie à l'Université Catholique de Louvain-la-Neuve en Belgique. Il s'est intéressé pendant plus de 30 ans, à la problématique du changement socio-culturel et de l'action collective, tant dans les pays en développement que dans les sociétés industrielles.

Bibliographie

- Pour une sociologie relationnelle, (PUF, 1992)
- Les jeunes dans la compétition culturelle (PUF, 1995)
- Contributions à une sociologie du sujet (Belin, sous la direction de l'Harmattan, 1995)
- Jeunesse et société : socialisation des jeunes dans une société en mutation (De Boeck, 1999)

La démarche

Tous les observateurs s'accordent à dire que le monde, dans lequel nous vivons, est en pleine mutation, qu'une transformation profonde est en cours et que les rapports de l'individu à son contexte naturel sont entrain d'être complètement bouleversés.

Selon leur sensibilité, ces observateurs nous proposent des interprétations diverses et variées dans l'ensemble de ces mutations. Sous l'angle des facteurs technologiques, économiques et financiers, les auteurs mettent en lumière tantôt l'avènement de la société de la communication et de l'information, tantôt celui du modèle néo-libéral et de la société de compétition, ou encore celui du « village planétaire » régi par la spéculation.

Sous l'angle du social et du politique, ces mutations sont interprétées comme le dépassement de l'Etat national par un processus de globalisation, ou comme la fin de l'Etat-providence. En insistant sur les facteurs sociaux et culturels, d'autres auteurs présentent ces mutations comme la fin des grandes idéologies et des mouvements sociaux qui y étaient liés, l'évolution rapide vers un nouveau système de valeurs et d'un nouveau modèle culturel qualifié de « post-industriel ». On entend plus globalement des débats entre les partisans d'une vision post-moderniste du monde présentée comme la fin de la modernité et les partisans d'une simple étape de la modernité.

Tous ces points de vue sont riches d'enseignement pour comprendre les mutations que nous sommes entrain de vivre mais elles ne présentent pas une lecture globale de l'ensemble de changements. L'objet de cet ouvrage cherche justement à articuler ces différents points de vue dans une lecture, d'intégrer les facteurs et les dimensions du changement dans une proposition théorique générale. L'auteur entend proposer une lecture globale de ces mutations, en essayant bien sûr de rien perdre de la complexité du réel, et qui soit suffisamment claire pour nous aider à comprendre le monde que nous sommes entrain de construire.

L'objectif est ambitieux et risqué, non pas parce qu'il nécessite certes une collecte d'information importante et ardue mais principalement parce qu'il nécessite des instruments théoriques pertinents et indispensables à une analyse sociologique capables de rendre intelligibles les mutations en cours.

L'auteur propose une théorie sociologique que nombre de sociologues d'aujourd'hui trouveraient douteuse mais qu'importe puisqu'elle a le mérite de faire avancer le débat sur une science qui cherche ses marques. Elle invite donc à la discussion.

L'objet du livre est donc double :

- 1) Il est théorique parce qu'il propose des concepts sociologiques, des instruments d'analyse, permettant de rendre intelligible, de donner du sens à la vie sociale.
- 2) Il est analytique parce qu'il cherche à montrer la pertinence de ces concepts pour analyser et comprendre les changements sociaux et culturels dans le monde d'aujourd'hui.

Les hypothèses

L'ouvrage se présente sous forme de 7 propositions qui forment un tout, chacune faisant l'objet d'un chapitre. Ces propositions constituent les hypothèses de la théorie proposée par l'auteur.

Première proposition

« La sociologie ne peut comprendre la vie sociale d'aujourd'hui qu'en plaçant le sujet individuel au cœur de son approche »

Deuxième proposition

« La vie sociale implique des contraintes du collectif sur les individus qui en sont membres »

Troisième proposition

« Les contraintes sociales ne sont supportables et efficaces que parce qu'elles ont un sens culturel légitime aux yeux des individus »

Quatrième proposition

« Par la pratiques des relations sociales, structurées par des contraintes sociales et matérielles et par des sens culturels, les individus se socialisent et forment leurs identités collectives »

Cinquième proposition

« Les identités collectives sont traversées par des tensions existentielles que les individus gèrent pour construire leur identité personnelle »

Sixième proposition

« Pour réaliser leur identité personnelle parmi les autres, les individus s'engagent dans des logiques d'action sociale »

Septième proposition

« En s'engageant dans des logiques d'action sociale, les individus (re)produisent les contraintes et les sens qui structurent leurs relations sociales »

Chapitre 1 : Position épistémologique

Première proposition

« La sociologie ne peut comprendre la vie sociale d'aujourd'hui qu'en plaçant le sujet individuel au cœur de son approche »

Sur l'épistémologie de la sociologie

La sociologie essaie depuis ses origines de se faire une place parmi les sciences. Son épistémologie n'a jamais été vraiment très sûre d'elle-même et depuis que ses théories classiques sont remises en cause par les changements culturels de nos sociétés, elle l'est encore moins. La scientificité du discours sociologique est un débat qui reste d'actualité.

Ce sont dans les sciences de la nature que les sociologues sont allés chercher leurs premiers fondements. Ils se sont efforcés de se soumettre aux exigences épistémologiques des sciences dites « exactes ». La « physique sociale » chère à Auguste Comte naissait de ce principe.

Les sciences de la nature ont, en effet, donné une réponse plus claire à la scientificité de leurs domaines. Pour Karl Popper, une proposition reste scientifique aussi longtemps qu'elle n'est pas réfutée. Il faut donc l'énoncer sous une forme falsifiable et la soumettre à un travail expérimental pour anticiper et constater les résultats produits. Tant qu'on ne pourra pas produire de résultats contredisant la proposition, on pourra dire qu'elle est scientifique parce qu'elle entretient avec la réalité un rapport homologie structurale qui permet de penser qu'elle lui est bien conforme. La proposition est scientifique parce qu'elle permet d'anticiper un résultat identique dans des conditions définies.

D'autres épistémologues ont montré que l'épistémologie des sciences de la nature n'est pas sans faille puisqu'elle est parfois orientée par des cadres de pensée scientifiques qui sont culturels. Thomas Kuhn les nommera des « paradigmes » et Imre Lakatos, « des programmes de recherches scientifiques ». Ces cadres font voir le réel sous un certain angle et en occultent d'autres : l'homologie structurale avec la réalité sur la base de ces fondements épistémologiques est donc contestable.

Ces considérations mises de côté, il est possible néanmoins d'appliquer cette épistémologie aux sciences de l'homme, et notamment à la sociologie. Prenons ces deux exemples :

1. Si pour prévoir le nombre de suicides survenant l'année prochaine dans une société à une époque donnée, nous réunissons des statisticiens ayant étudié le taux de suicide. Nous arrivons à une proposition du style : « Parmi les catégories des hommes, protestants, urbains ou adultes, le taux de suicide s'élèvera l'an prochain à X ». Elle est considérée comme scientifique puisqu'elle est (ou sera) confirmée. Pour la vérifier, il suffit d'attendre un an. Si nous voulons par contre intervenir sur le cours des événements, il nous est indispensable de savoir pourquoi les traits sociaux évoqués dans cette proposition tendent à engendrer d'aussi fatales conséquences. Durkheim dirait que les différences entre les taux de suicide de diverses catégories sociales s'expliquent par les variations du contrôle sociale qui s'exerce sur elles. Nous arriverions ainsi à la proposition suivante : « Moins une catégorie est socialement contrôlée et plus ses membres auront tendance à se suicider ». Est-elle scientifique ? Comment établir que le contrôle social est bien la cause de ce phénomène ? Si nous établissons le fait que les hommes, protestants, adultes et urbains sont soumis à un contrôle moins grand que les femmes, catholiques, jeunes et rurales ; et que les premiers se suicident plus que les secondes. Nous pourrions faire une analyse statistique pour vérifier que la variable « faible contrôle social » est la seule corrélée significativement avec le taux de suicide. Plus empiriquement, nous pourrions analyser l'influence d'un programme d'encadrement de ces

hommes adultes sur le taux de suicide. Si le taux de suicide a effectivement diminué, nous pourrions conclure que l'insuffisance de contrôle social est bien la cause du phénomène. L'anticipation des résultats de ce programme d'encadrement confirme l'homologie structurale de la proposition avec la réalité.

2. La proposition suivante est-elle scientifique: « *Un début d'amélioration effective des conditions matérielles d'existence d'une catégorie sociale, immédiatement suivi d'une brusque détérioration de celles-ci (la courbe J de Davies), augmente fortement la probabilité des conduites de rébellion* » ? On peut comparer entre elles des dizaines de conduites de rébellion, et constater qu'elles ont le plus souvent été précédées d'une courbe J mais on peut aussi se demander pourquoi c'est ainsi, et supposer que l'amélioration engendre de l'espoir, et que la colère provient de la brutale déception engendrée par la détérioration qui la suit : c'est l'espoir déçu qui causerait la révolte. On enrichirait donc ainsi la proposition car on pourrait montrer que l'espoir déçu peut résulter d'une autre cause et produire le même effet. Nous travaillerions que sur des probabilités mais ferions avancer la connaissance sur la courbe J. Nous ne ferions pas d'expérimentation mais nous chercherions à établir des régularités statistiques, dont l'anticipation confirme l'homologie structurale entre les propositions qui en découlent et la réalité.

L'épistémologie des sciences exactes s'appliquent bien à la sociologie car même si on ne peut pas dégager des lois, on peut au moins dégager des régularités statistiques. De nombreux sociologues ont appliqué ces principes épistémologiques mais ce sont toujours retrouvés en position d'infériorité face aux sciences exactes qui bénéficient d'une image de rigueur et d'efficacité scientifique. Ils ont cherché à prouver le caractère scientifique de leurs pratiques en y apportant toujours plus de logique, de mathématique, de statistique et ce sont attachés à considérer les faits sociaux comme des choses qui existent en dehors de la conscience des individus.

En appliquant l'épistémologie des sciences de la nature, la sociologie fut obligé d'accepter une certaine conception de l'homme qui le réduit à ce qu'il a de prévisible, à ce par quoi il est chose. Comme si l'homme n'était seulement qu'un objet.

Depuis l'apport de Max Weber, les sociologues savent heureusement que l'épistémologie de la nature les fait passer à côté de l'essentiel car en traitant les conduites des hommes comme des choses, ils oublient leurs spécificités, leur conscience. La sociologie ne peut exister qu'en considérant l'homme non pas seulement comme un objet mais aussi comme un sujet. C'est une différence fondamentale par rapport aux sciences de la nature. Le comportement de l'homme est socialement conditionné, mais ce qui fait sa spécificité, c'est qu'il gère son conditionnement : il l'accepte, le rejette ou le transforme. Ses conduites sont partiellement imprévisibles.

Quelles sont alors les conditions de scientificité d'une science qui ne permet d'anticiper que partiellement des résultats ? Abandonnant les fondements épistémologiques des sciences de la nature, les sociologues ont perdu leurs repères : ils doivent inventer une épistémologie encore plus incertaine et n'ont plus de critères pour évaluer le rapport de leur discours à la réalité.

Devons-nous accepter comme scientifique, le discours du sociologue reconnu comme tel par la communauté des autres sociologues ou alors celui tout simplement de l'acteur qui se place comme détenteur d'une connaissance sociale ? Pourquoi un sociologue serait plus crédible qu'un autre, ou bien que l'acteur lui-même ? Devons-nous alors admettre que n'importe quel discours interprétatif soit considéré comme de la sociologie ?

Pour se distinguer, le sociologue doit s'imposer des règles de méthodes pour justifier son interprétation. Il doit prouver que son interprétation est scientifique, en découvrant derrière le sens explicite du discours de l'acteur. Pour ce sociologue, l'objet de la sociologie est d'élucider les rationalités des conduites, de comprendre les sens que les hommes y investissent. L'interprétation doit être pertinente et ce ne sont plus des causes qu'il cherche mais des rapports d'intelligibilité. Il est dans cette conception illusoire de se servir de la sociologie pour orienter une action sur le monde comme le font si efficacement les sciences de la nature. Renoncer à cette prétention d'anticipation, de recherche de causes objectives c'est déposséder le sociologue d'une efficacité et d'un rôle social. Doit-il alors se contenter de faire des articles et

des livres, dans un langage plus ou moins ésotérique, qu'il discutera avec d'autres sociologues ?

Les sociologues sont donc enfermés dans un dilemme :

- Soit ils considèrent les conduites comme des faits sociaux objectifs et formulent des propositions dont l'homologie structurale avec la réalité peut être vérifiée par l'anticipation de leurs effets. Ils traitent, en contrepartie, l'homme comme une chose.
- Soit ils interprètent les conduites par leur rationalité subjective en ne s'intéressant qu'au discours des acteurs. Ils perdent la référence à la réalité, ne cherchent plus des causes et renoncent à agir sur ce monde complexe et imprévisible.

Comment partir de l'homme tel qu'il est, objet et sujet à la fois, ne pas choisir entre les deux, et sortir de cette impasse sans perdre les acquis de ces deux manières opposés, mais toutes deux valables, de faire de la sociologie ?

Articuler les deux manières présente un véritable intérêt : considérer à la fois les causes objectives (les faits sociaux, ces forces structurelles extérieures à la conscience des individus et qui s'imposent à eux) et les intentions subjectives (les motivations qui donnent sens à leurs conduites). Articuler, c'est montrer comment les unes et les autres s'engendrent réciproquement. Ainsi pour se doter d'une épistémologie adéquate à leur science, les sociologues doivent s'efforcer de combiner les démarches explicative et compréhensive.

Pour l'articuler, il est nécessaire de fonder la démarche du sociologue sur l'individu et non pas sur le social comme le voulait Durkheim.

L'individu doit être placé au centre de l'explication et de la compréhension de la vie sociale parce qu'il est la fois le produit et le producteur de la vie sociale. La société est une somme d'individus en lien entre eux, qui se construisent comme individualités propres par leurs relations, et qui, du même coup, produisent aussi la société, qui à son tour leur offre les conditions matérielles, sociales et culturelles pour qu'ils puissent se produire.

C'est sur l'individu-sujet qu'il faut fonder une sociologie nouvelle, dotée une épistémologie spécifique.

Vers un paradigme identitaire

Nous avons, dans un précédent travail¹, distingué quatre « paradigmes classiques » en sociologie : les paradigmes de l'intégration, de l'aliénation, du contrat et du conflit. Aucun de ces paradigmes n'articulent pas, selon nous, comme ils devraient être l'individu-objet et l'individu-sujet. Les paradigmes de l'intégration et de l'aliénation réduisent l'individu à un objet et le considère comme le produit du fonction d'une structure, qui agit sur lui en formant sa conscience et sa volonté. Les paradigmes du contrat et du conflit reconnaissent, certes, une place aux intentions des acteurs individuels et collectifs mais ne vont pas non plus chercher dans l'individu-sujet l'explication de l'ordre et du changement de la société.

En faisant la sociologie de la sociologie, il est facile de comprendre pourquoi ces paradigme n'ont jamais vraiment intégré l'individu-sujet dans leurs conceptions de la société. La sociologie naît avec la modernité, la libération de l'individu-sujet est vu comme une promesse de la modernité mais les sociologues ne l'ont pas placé au cœur de la démarche. L'explication vient du fait que cette promesse n'a jamais été tenu. L'individu n'y était pas reconnu dans sa capacité de sujet : il était censé se soumettre aux exigences du Progrès (par son travail), de la Raison (par son obéissance à la loi de la majorité), du Devoir (en remplissant des rôles sociaux utiles), de l'Égalité (en respectant les intérêts des autres) et de la Nation (en mourant, s'il le fallait pour la Patrie). Les sociologues ont cherché à expliquer la société telle qu'elle était et non telle que la promesse de la modernité avait laissé penser qu'elle serait.

Depuis quelques années, le regard des sociologues sur l'individu-sujet a changé et certains semblent avoir compris qu'il était important d'introduire cette capacité e l'individu à être sujet dans l'explication du social. Toute théorie sociologique repose sur un postulat anthropologique enraciné dans la culture, qui la sous-tend et sans lequel elle ne pourrait rien expliquer : l'homme est un être qui a besoin d'approbation sociale pour le paradigme de l'intégration ; un être de domination pour le paradigme de l'aliénation ; un être calculateur pour le paradigme du contrat ; un être capable de solidarité pour le paradigme du conflit. La sociologie que nous proposons, à

¹ BAJOIT G., 1992, Pour une sociologie relationnelle. Paris, PUF

travers le paradigme identitaire, fait de l'homme un être en recherche constante de construction et de réalisation de son identité.

Plus précisément : chaque individu cherche à construire et à réaliser son identité personnelle par ses relations avec les autres ; pour ce faire il produit des contraintes sur les autres (proposition 2) pour les obliger à le laisser faire ce qu'il veut ; il produit des sens (proposition 3) pour justifier ce qu'il fait, à ses yeux et eux leurs ; ces contraintes et ces sens conditionnent les relations sociales qu'il pratique avec eux (proposition 4) ; ses relations forment les identités collectives, qui sont traversées par des tensions structurelles, que l'individu gère pour construire son identité personnelle (proposition 5) ; pour réaliser cette identité personnelle, il s'engage dans des logiques d'actions avec les autres (proposition 6) ; et c'est par ces actions qu'il (re)produit les contraintes et les sens qui structurent ses relations sociales (proposition 7)

Chapitre 2 : Le contrôle social

Deuxième proposition

« La vie sociale implique des contraintes du collectif sur les individus qui en sont membres »

Notre vie commune nous permet de diviser le travail, de produire nos ressources et d'accomplir plus facilement et plus efficacement toutes les activités qui sont indispensables à notre existence. Or, rappelons-le, nous vivons dans les contextes matériels qui nous offrent des ressources toujours limitées. Les sociétés les communautés que nous formons ne peuvent pas autoriser leurs membres à en faire n'importe quoi. La vie sociale implique des contraintes du collectif sur ses membres. La gestion de la vie sociale suppose la résolution de problèmes vitaux pour la survie de notre collectivité. Vitaux parce que si n'importe lequel d'entre n'était pas résolu, la survie de la collectivité serait en danger. Chaque membre de la société est donc pressé par les autres d'apporter sa contribution à la résolution de ces problèmes et par conséquent de se soumettre à des contraintes instituées.

Les problèmes vitaux de la vie collective

Pour assurer la survie de notre collectivité, des problèmes fondamentaux s'imposent à nous. La résolution de chacun de ces problèmes implique une forme particulière de contraintes du collectif sur les individus membres. Face à chacune de ces problèmes, on trouve une forme de contraintes particulière.

Tableau 1: Les problèmes vitaux de la vie collective et formes de contraintes associées

Problèmes vitaux de la vie collective	Forme de contraintes associée
Gérer la production de richesse : la collectivité doit produire plus de biens qu'elle en consomme	1. La puissance
Gérer l'ordre interne : la collectivité doit être forte et vivre en toute sécurité	2. Le pouvoir
Gérer la socialisation des rôles sociaux et leur intégration : la collectivité doit pouvoir s'adapter à son milieu et assurer sa continuité de génération en génération	3. L'autorité
Gérer le consensus et la solidarité entre les catégories sociales aux intérêts différents : la collectivité ne doit pas être détruite par des inégalités et des conflits insurmontables	4. L'influence
Gérer les relations avec les autres collectivités : elle ne doit pas prendre le risque d'être constamment menacé ou en guerre	5. L'hégémonie

1. La puissance : la capacité d'une collectivité à obliger certains de ses membres à produire plus de richesses qui n'en consomment et à accepter une certaine gestion des surplus produits

L'accumulation de richesse est nécessaire à l'évolution de la collectivité humaine. Elle participe à l'amélioration des conditions de vie des membres de la collectivité mais également à la satisfaction d'un besoin inhérent à la nature humaine : celui de posséder pour dominer.

Le travail est la seule manière de produire de la richesse. Une collectivité peut évidemment obtenir des transferts de richesse venant d'autres collectivités mais celles-ci, pour le produire, ont dû fournir un travail. Dans une collectivité, tous les membres exercent pas une activité ou un travail productif de richesses. Il y a ceux qui ne peuvent pas travailler (les enfants, les retraités, les malades) et il y a ceux qui malgré leur activité importante pour la collectivité ne produisent aucune richesse (politiciens, soldats, fonctionnaires, etc.). Une certaine catégorie de la collectivité travaille donc pour couvrir les besoins des membres non producteurs de richesses ainsi que pour couvrir leurs propres besoins. Nous l'appellerons la classe des producteurs (P).

Pour toute collectivité, il y a donc nécessité de contraindre (P) à produire la richesse qui convient et en quantité suffisante pour couvrir l'ensemble des besoins de la collectivité.

P produit de la richesse mais ne la gère que rarement. La gestion est de la responsabilité d'une classe dite des gestionnaires ou classes G (maîtres, capitalistes, dirigeants de parti, etc.).

(G) organise, dirigea production du surplus, se l'approprie et en contrôle usage social. Elle n'exerce pas toutefois unilatéralement son pouvoir sur la classe (P). Celle-ci pour remettre en cause la gestion de (G) par les conflits et des contradictions. Malgré tout, (G) détient une capacité de puissance qui est l'enjeu de ses relations avec la classe (P).

Cette puissance est d'abord **une capacité d'adaptation aux richesses existantes**. (G) doit pouvoir conserver un équilibre entre, d'une part, le nombre et les besoins de la population et d'autre part, les richesses que la classe (P) est capable de produire, étant donné le niveau de développement des savoir-faire techniques. Conserver cet équilibre signifie deux choses : d'une part, c'est la capacité de définir les besoins qui considérés comme culturellement légitimes étant donné les richesses disponibles, et d'autre part, c'est la capacité de contrôler la consommation de biens.

Elle est aussi **une capacité de transformation et de création de nouvelles richesses**. Elle comporte deux dimensions : premièrement, le contrôle et l'orientation de l'innovation et deuxièmement le contrôle de la production des biens considérés comme culturellement nécessaires.

2. Le pouvoir : la capacité d'obliger tous ses membres à se soumettre à des lois et à respecter un certain nombre politique interne

Le pouvoir est un mot confus en sociologie. Il correspond selon Dahl à la capacité de A de contraindre B à faire ce qu'il ne ferait pas sans son intervention et selon Weber comme la capacité de faire triompher sa volonté dans une relation sociale. Ces différentes conceptions ne permettent pas de distinguer le pouvoir d'autres contraintes sociales comme la puissance, l'autorité ou l'influence. Nous lui préférons une acception plus précise : le pouvoir est une capacité de contraintes politiques, il concerne la gestion de la chose publique.

Les hommes cherchent à organiser leur vie sociale sur des espaces territoriaux afin de contrôler au mieux leur sécurité, par rapport aux autres collectivités et par rapport à la leur. Du point de vue de l'espace, une collectivité à un intérieur et un extérieur. La gestion de l'ordre interne est capital pour la survie de la collectivité. Les membres sont donc informés de leurs possibilités, de leurs interdits mais également des punitions auxquelles ils s'exposent s'ils dérogent aux lois en vigueur.

La gestion capitale de l'ordre interne est source de conflits, de contradictions et de concurrence entre les membres de la collectivité. Des acteurs se positionnent pour prendre, infiltrés de contrôler de la manière dont cette gestion est menée, nous les appellerons les élites étatiques. Face à ces élites, on trouve le peuple : ceux sur qui s'exerce le pouvoir (électeurs, citoyens, contribuables). Même si le peuple a choisi par le vote les élites étatiques, le pouvoir reste aux mains de ces derniers.

Le pouvoir consiste à **maintenir l'ordre existant** (par deux formes de pouvoir : le pouvoir judiciaire et le pouvoir répressif). Dans chaque collectivité, il existe un ordre légalisé et des instances d'arbitrage ou d'évaluation, qui jugent si les conduites des individus et des groupes sont conformes ou non aux dispositions de cet ordre.

Le pouvoir consiste aussi à **changer l'ordre existant pour l'adapter aux transformations internes et externes** (par deux autres formes de pouvoir : le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif). Nous appellerons Etat, l'ensemble des quatre formes de pouvoir et leurs appareils.

3. L'autorité : la capacité d'obliger les membres à apprendre leurs rôles sociaux et à les accomplir de manière à ce qu'il s'intègre dans la division du travail

Aucune collectivité ne peut survivre sans spécialiser les tâches entre ses membres et sans les socialiser, afin de les intégrer dans la division du travail. On peut appeler « intégration » la capacité d'une collectivité d'obtenir de ses membres qu'ils intériorisent des rôles sociaux et qu'ils les accomplissent conformément aux attentes sociales en vigueur afin qu'ils soient aptes à coopérer entre eux. Sans intégration, la coopération des rôles spécialisés dans la division sociale des tâches serait impossible à cause de l'imprévisibilité des comportements. Dès lors, il va de soi que l'apprentissage des rôles ne peut être livré à la fantaisie des individus. La capacité de gérer l'intégration est ici ce que nous appelons autorité.

Dans une relation d'autorité, la hiérarchie est gardienne des normes, elle commande, socialise, intègre les autres et garantit la division du travail. « Ces autres » sont ceux que nous appelons les dirigés.

L'autorité suppose **la capacité de reproduire la division du travail existante**. Pour enseigner leur rôle à leurs membres, la collectivité crée des instances de socialisation où ils apprennent ce qui est attendu d'eux dans chaque situation (la famille est un exemple d'instance de socialisation).

L'autorité est aussi **la capacité d'articuler les rôles complémentaires entre eux et de reproduire l'ordonnement des statuts sociaux qui y sont attachés**.

Parce que nos organisations changent, l'autorité suppose **une capacité d'adapter la division du travail**, de la laisser évoluer avec assez de souplesse pour qu'elle puisse répondre à ces changements. Cela suppose de savoir profiter de la capacité d'innovation des individus : chacun, par sa socialisation, y déploie son imagination, ses préférences, qui peuvent être utiles à l'ensemble, et que la collectivité a donc intérêt à laisser s'épanouir.

4. L'influence : la capacité de les obliger à respecter la solidarité entre eux et à accepter des compromis entre leurs intérêts et leurs projets divergents

Pour que tous les groupes différents de la collectivité (âge, race, religion, etc.) puissent coexister en paix, il faut que chacun d'eux accepte de renoncer à une part de son intérêt pour faire place à celui des autres. Si chacun voulait aller jusqu'au bout de son intérêt et l'imposer tout entier aux autres, il n'y aurait pas de coexistence sociale possible mais une guerre continue contre tous. Les compromis sont donc indispensables à la continuité de la vie collective. Ces compromis s'établissent entre des acteurs qui se structurent en groupes de pression, cherchant à exercer la plus grande influence possible sur les autres. L'influence est donc inégalement répartie : il existe des groupes établis et des minorités.

L'influence c'est **la capacité d'exercer des pressions** qui comportent d'une part la capacité d'exprimer l'intérêt d'une catégorie particulière d'individus, et d'autre part, de solidariser autour de lui le plus grand nombre de ceux qui sont susceptibles de le partager.

C'est aussi **la capacité d'établir des compromis**. Le consensus entre des groupes de pression différents se construit grâce à des négociations d'une part et par l'appui de pouvoir politique d'autre part.

5. L'hégémonie : la capacité d'imposer ses intérêts aux membres des autres collectivités

La survie des collectivités dépend de leur capacité, tantôt de défendre leur espace, avec les ressources territoriales qu'il contient, tantôt de conquérir celui des autres. Par « ressources territoriales », nous entendons tout ce que l'espace représente : une position géopolitique stratégique, des richesses naturelles, humaines, techniques, économiques, etc.

les collectivités engagent leurs membres dans les échanges avec les autres par la diplomatie ou la guerre. Les relations hégémonie produisent des inégalités entre les collectivités. Ces inégalités sont entre et varient avec les capacités de ces entités de gérer leurs relations mais aussi de résoudre les autres problèmes de la vie collective.

Vis-à-vis des collectivités plus hégémoniques qu'elle, une entité territoriale applique une politique de défense : elle essaie de tirer le plus grand avantage possible de ses ressources dans ses échanges externes. Cette politique peut revêtir deux modalités :

1. *L'alignement* qui consiste à accepter la domination impérialiste de l'entité plus hégémonique en échange de sa protection et de compensations pour les ressources qu'elle exploite.
2. *La libération* qui consiste à rejeter la domination impérialiste en profitant de la coopération offerte par une autre collectivité plus hégémonique ou en coopérant avec d'autres entités dominées ayant les mêmes intérêts.

Vis-à-vis des collectivités moins hégémonique qu'elle, une entité territoriale pratique une politique de conquête : elle cherche à tirer avantage de leurs ressources. Cette politique peut également revêtir deux modalités différentes :

1. *L'impérialisme* qui consiste à enlever à d'autres acteurs territoriaux le contrôle et la disposition de leurs ressources en leur imposant diverses formes de dépendance (l'échange inégal de biens, dépendance technologique, l'endettement, l'exploitation des marchés et/ou de la force de travail)
2. *La coopération* qui consiste à créer avec l'entité la moins hégémonique des liens d'interdépendance, en les aidant à tirer un plus grand avantage de leurs ressources et parfois à se libérer d'un impérialisme en leur donnant les ressources qui leur manquent.

Le contrôle social

Nous appelons contrôle social, l'ensemble des formes de contraintes que nous avons énoncées. La vie commune implique la participation de tout individu à des réseaux de relations sociales de puissance, de pouvoir, d'autorité, d'influence et d'hégémonie.

Pour que la vie commune soit possible, durable, chacun est contraint de travailler pour produire des biens et des services, de se soumettre à des lois, d'apprendre et de jouer des rôles, de renoncer à une partie de ses intérêts pour tenir compte de ceux des autres, et de se défendre contre les autres collectivités.

Parce que ces contraintes permettent de contrôler la vie sociale, elles constituent des enjeux de conflit, de compétition, de contradiction entre les individus et les groupes sociaux qui les exercent ou les subissent.

Le développement

A partir de cette lecture de la vie sociale, on peut construire une approche d'une des questions essentielles de notre temps, celle du développement. En effet, le développement peut être considéré comme *l'augmentation de la capacité d'une collectivité territoriale de résoudre à sa manière les cinq problèmes vitaux de sa vie collective.*

Avec une telle définition, le développement ne consisterait plus à rattraper un retard sur les pays les plus avancées, mais à mettre en oeuvre des solutions qui soient efficaces et légitimes, aux grands problèmes de la vie commune.

Les nouvelles formes de contraintes sociales

Mutation des relations de la puissance

Dans les sociétés industrielles les plus avancées, après le capitalisme industriel marchand, nous avons connu au 19^{ème} et au 20^{ème} siècle, le capitalisme industriel, et nous sommes en train depuis une trentaine d'années, d'entrer dans une société dite post-industrielle. Pour comprendre les mutations des relations de puissance que nous vivons, nous devons rappeler ce qu'elles étaient et examiner ensuite les causes de leur évolution.

L'analyse de Marx sur le capitalisme industriel nous apparaît la plus claire et la plus juste. La propriété privée (garantie par la loi) permet à la bourgeoisie (classe G) de décider à son gré, en fonction de son intérêt, de l'usage social des richesses. En achetant la force de travail des prolétaires, elle devient propriétaire de tous les facteurs de production, et donc aussi de tous les biens produits. Elle peut donc faire produire, s'approprier et gérer la richesse, c'est-à-dire la

plus-value. Pour maximiser la plus-value, elle doit savoir contrôler 4 enjeux de la puissance détaillés dans le tableau suivant :

Tableau 2: les enjeux de la puissance du capitalisme industriel

Enjeux de la puissance	Les objectifs
Le contrôle et l'orientation de l'innovation	Gérer les investissements pour moderniser les équipements et permettre ainsi l'augmentation de la productivité du travail
Le contrôle de la consommation de biens	Gérer les relations de concurrence pour pouvoir vendre la plus grande quantité au meilleur prix
La définition des besoins considérés comme culturellement légitimes	Gérer les exigences du mouvement ouvrier en freinant le plus que possible les revendications tout en concédant ce qui est indispensable à la paix sociale
Le contrôle de la production de biens	Gérer l'organisation du travail avec la plus grande efficacité et efficience pour augmenter l'intensité du travail

Ces modalités de la puissance sont en train de changer radicalement dans les sociétés industrielles les plus avancées. La dynamique des relations de classes et de concurrence n'a cessé de faire évoluer ces modalités depuis le début de l'industrialisation et à force d'évoluer, ces modalités on fini par se transformer qualitativement pour en donner d'autres. Ces évolutions sont représentées dans le tableau qui suit :

Tableau 3: Les nouveaux enjeux de la puissance

Enjeux de la puissance	Les objectifs
Le contrôle et l'orientation de l'innovation	Maîtriser l'informatique et l'information pour moderniser les équipements, les procédés, les produits et les marchés : Une condition de survie dans une économie de l'information
Le contrôle de la consommation de biens	Conquérir des marchés en faisant la promotion de la consommation. Le problème majeur n'est plus de produire mais de vendre. Savoir vendre des biens immatériels et des services devient stratégique.
La définition des besoins considérés comme culturellement légitimes	Manipuler les besoins pour faire consommer tout ce que les entreprises sont capables de produire. La séduction culturelle, grâce à la publicité et aux média, est au cœur du système.
Le contrôle de la production de biens	Instaurer une nouvelle culture d'entreprise. La croissance des forces productives bouleverse les rapports sociaux de production : les travailleurs ont besoin d'emplois, de requalification professionnelle et de revenus pour participer à la consommation ; les employeurs ont besoin de travailleurs flexibles et impliqués dans la lutte pour la compétitivité au niveau mondial

Ces évolutions laissent apparaître un nouveau mode de production fondé, non plus sur l'exploitation du travail dans les usines, mais sur **l'exploitation de la demande solvable sur les marchés de consommation.**

Ce nouveau de production est également une nouvelle manière de contraindre la classe P à engendrer de la richesse, et une nouvelle manière, pour la classe G, de se l'approprier et de la gérer.

Dans ce nouveau système, ce qui fait qu'un individu appartient à la classe G, c'est désormais :

- sa capacité à maîtriser les nouvelles technologies plus vite et mieux que les autres
- des travailleurs impliqués dans le destin de son entreprise
- sa capacité à séduire des consommateurs par la publicité
- sa capacité à conquérir des marchés pour y vendre des biens et des services jusqu'au bout du monde

Dans ce nouveau système, ce qui fait qu'un individu appartient à la classe P, c'est désormais le fait:

- qu'il un bon consommateur qui se laisse séduire

- qu'il dépense son salaire (ou mieux s'endette) pour acheter ce que la publicité lui propose
- qu'il aille travailler pour gagner plus et pour rembourser ses emprunts
- qu'il soit au travail à la fois flexible, créatif et impliqué pour augmenter la compétitivité de son entreprise

Devant ce bouleversement, on peut se demander si ce nouveau mode de production est encore du capitalisme. Si l'on entend par capitalisme *un système de rapport de classes que se fonde sur la propriété privée du capital et sur l'extraction de la plus-value par exploitation du travail*, alors que penser d'un système de classes qui repose sur la manipulation des besoins de consommation et l'exploitation de la demande solvable ? Est-ce encore du capitalisme ?

Ce nouveau mode de production pourrait plutôt s'appeler, selon nous, **le mercantilisme libéral**. Sa classe gestionnaire serait la **culturocratie** (intéressée par les profits commerciaux que réalise l'entreprise au détriment de ses concurrents) et sa classe populaire le **consumariat** (intéressée par le renouvellement des biens et des services et le désir de posséder).

Mutation des relations d'hégémonie

De la moitié du 19^{ème} siècle jusqu'aux deux tiers du 20^{ème} siècle, les pratiques d'hégémonie étaient régies par la doctrine coloniale. Les populations d'Asie, du Monde arabe et d'Afrique vivaient sous « la protection » des métropoles coloniales (principalement la Grande-Bretagne et la France), qui exerçaient sur elles un droit d'ingérence et devaient en principe les conduire peu à peu à l'indépendance. Après que la guerre 1940-1945 eut consacré l'hégémonie mondiale des Etats-Unis et de l'URSS et que les guerres de libération eurent usé la résistance des Etats coloniaux européens, les peuples colonisés eurent accès à l'indépendance et devinrent ce que l'on appela de « nouveaux Etats ». Les échanges furent alors régulés entre deux camps adverses : l'Est et l'Ouest. Il fallait alors alterner entre les quatre modalités possibles de l'hégémonie pour assurer la survie des collectivités européennes.

Ces modes de régulation des relations entre nations a évolué profondément depuis la fin de la contradiction entre l'Est et l'Ouest. On peut observer 3 grands mouvements :

1. On voit se dessiner un autre système, dans lequel les acteurs qui exercent l'hégémonie ne sont pas des Etats mais des organisations qui cherchent à imposer leurs décisions à toutes les nations du Monde (les Nations Unis et toutes les instances qui en dérivent comme le Fonds monétaire international, la Banque Mondiale, etc.). Elles cherchent à faire prendre aux Etats des engagements qu'ils doivent respecter et qui réduisent leur autonomie de décision. Un droit et une jurisprudence se constituent : des tribunaux internationaux interviennent des les affaires intérieures des Etats nationaux et prononcent des jugements auxquels ils sont obligés de se plier.
2. Les barrières économiques qui protégeaient les nations s'affaiblissent. Le commerce international s'accroît de sorte qu'aujourd'hui les échanges de biens et de services représentent plus de 40% du PIB mondial. Parmi les facteurs qui facilitent ce processus de globalisation, on peut citer la réduction des coûts de transport mais aussi la diffusion des technologies de l'information et la chute exponentielle de leurs coûts.
3. Le déplacement vers les pays de Sud des activités du capitalisme industriel. Dans les pays Nord occidental, le nouveau modèle industriel repose, nous l'avons dit, plus sur l'accumulation de profits commerciaux que sur l'extraction de la plus-value du travail. Il donc vital pour son fonctionnement que la plus-value extraite du travail soit produite ailleurs. Du coup, les pays de l'Est et du Sud sont invités par les grandes organisations du pilotage économique mondial, à s'industrialiser. Pour piloter ce développement, un seul modèle tend à s'imposer, celui du néolibéralisme installé à grand coup d'ajustements structurels par le FMI, la Banque Mondiale et l'OMC.

Ces 3 phénomènes indiquent qu'un nouveau mode de l'hégémonie est en train de se mettre en place. Il ne repose plus autant que le précédent sur la base territoriale des Nations, mais sur des réseaux d'échanges contrôlés par des organisations internationales.

Mutation des relations de pouvoir

Dans le courant des 19^{ème} et 20^{ème} siècles, les grandes sociétés capitalistes industrielles (Grande-Bretagne, Etats-Unis, France) ont institué leur conception de la démocratie politique représentative, qui s'est étendue aux autres nations occidentales et a été imitée par de nombreux pays dans le monde. Cette conception repose sur quelques grands principes essentiels comme l'égalité en droit de tous les citoyens, le droit de créer des partis politiques, des systèmes électoraux fondés sur un suffrage de plus en plus universel et chargé de recueillir la volonté générale du peuple dans la Nation, le respect du principe de la majorité dans la prise de décision, la séparation des pouvoirs, et donc l'autonomie relative de la justice par rapport au gouvernement.

La mise en oeuvre de cette conception a engendré toutefois de nombreux problèmes. Les critiques les plus radicales sont venues de la gauche révolutionnaire. Elle dénigre cette conception d'une démocratie représentative qui constitue, selon elle, une illusion : « recueillir par voie d'élection la volonté d'une population aliénée, exploitée, mal informée, dépourvue des moyens de contrôler l'usage que font les représentants qu'elle élit du pouvoir qu'elle leur délègue, c'est une supercherie ». Cette démocratie représentative ne servirait qu'à reproduire la domination de la bourgeoisie capitaliste sur le prolétariat et sur l'ensemble des masses populaires. N'ayant cependant, rien d'autre à proposer qu'une démocratie dite populaire qui souffrirait des mêmes maux que la démocratie représentative, ce mouvement contestataire s'est considérablement affaibli. D'autres voies remettent en cause certains de ces principes fondateurs et s'acheminent vers une nouvelle conception allant vers une redéfinition de la citoyenneté. Plusieurs tendances paraissent aller dans ce sens :

- Dans le modèle de la démocratie représentative, les décisions sont prises par des représentants élus. Nous observons dans les évolutions récentes que ces gouvernants s'entourent de plus en plus d'experts pour préparer leurs décisions et que, ces experts ont parfois autant de poids que les mandataires politiques même si ces derniers sont encore maîtres de la décision finale.
- Le principe de décision de majorité semble remis en cause. On observe dans plusieurs matières personnalisables (divorce, avortement, euthanasie, etc.), un autre principe qui guide les choix : celui que nous appellerons la « réciprocité des libertés individuelles ». On tend à la personne concernée le choix de décider pour elle-même, pour autant que se faisant, elle respecte une procédure légale, et qu'en exerçant son libre arbitre, elle n'empêche personne d'autre d'en faire autant.
- L'obéissance des élus à des partis est mise en question à cause de ses effets pervers : ils s'occupent de l'intérêt particulier de leur groupe plutôt que l'intérêt général et abusent les électeurs. On observe d'ailleurs aujourd'hui, une volonté de moraliser la politique en général.
- La politique devient moins idéologique. Les différences entre Droite et Gauche s'estompent de plus en plus, pour faire place à des nuances entre « le libéralisme social » et le « socialisme libéral ».
- La télévision viendrait à renforcer le rôle dans la presse écrite dans le fonctionnement de la démocratie. D'un côté, elle est le meilleur de contrôle dont disposent les politiciens et la plus sûre gardienne de la démocratie mais d'un autre côté elle est aussi le moyen par excellence de l'aliénation et de la séduction culturelle, elle vit des scandales qu'elle dénonce et dégoûte les citoyens de la politique.
- Le cadre de l'Etat nation est dépassé par la résurgence du local. La décentralisation est à l'oeuvre dans tous les pays.
- Le citoyen est aussi critiqué : on lui reproche sa paresse et son insouciance dans l'exercice concret de la citoyenneté, de ne penser qu'à sa consommation et à sa distraction, et de voter n'importe comment et pour n'importe qui.

On voit également se mettre en place, dans ce champ du pouvoir, une nouvelle culture politique qui fait une place plus grande aux experts, mais aussi à l'information, à la liberté de conscience des individus et l'autonomie locale.

Mutation des relations d'influence

Le contrat social de la société capitaliste industrielle repose sur l'idée que l'égalité réelle est un droit. C'est L'Etat qui a la responsabilité d'assurer cette égalité et ceci par trois voies :

1. En mettant en place des politiques sociales destinées à ceux que ne peuvent pas subvenir à leur besoins
2. En instaurant des services publics, offrant à tous, et à un prix accessible des biens d'intérêt général
3. En instituant des mécanismes de négociation et d'arbitrage entre les groupes de pression aux intérêts divergents.

L'Etat, qui perçoit des revenus par l'impôt direct ou indirect, est garant et redistributeur des richesses nécessaires au financement de ce contrat social. Cependant, plusieurs aspects remettent en cause cette conception du contrat social. C'est d'abord un question de coût. Cette gestion a la réputation de coûter trop cher et de ne plus être supportable à moyen et long termes pour les entreprises qui veulent augmenter leur compétitivité. Mais d'autres évolutions pèsent sur coûts de la solidarité : l'allongement de l'espérance de vie, l'évolution des technologies dans le domaine de la santé, la demande croissante des soins médicaux, la montée du chômage, la croissance des inégalités et de l'exclusion.

Des économies sont nécessaires pour réduire les dépenses du contrat social et ceci à plusieurs niveaux :

- Pour empêcher la croissance exponentielle des coûts de la sécurité sociale, les gouvernements prennent des mesures budgétaires. L'idée générale est de rendre de plus en plus difficile l'accès des « ayants droit » au bénéfice de la sécurité sociale.
- Les coûts de la solidarité avec les exclus doivent également être contenus. L'Etat limite alors ses interventions dans le financement des institutions chargées de gérer la pauvreté.
- Le projet néo-libéral introduit sa logique marchande dans le secteur public. Cela se traduit par une réforme de la fonction publique : les administrations doivent être plus efficaces, tout en étant plus efficaces. Le statut des fonctionnaires est également en réflexion allant vers des procédures de rationalisation et d'évaluation
- Le secteur privé est de plus en plus impliqué dans le fonctionnement de l'organisation publique. L'Etat déléguant aux entreprises la gestion d'activités annexes pour des soucis d'efficience.

Le pacte social de l'après-guerre est en train de subir de profondes transformations. Ce qui change, c'est le principe de base : l'idée (socialiste) « à chacun selon ses besoins » est remplacée par celles « à chacun selon sa contribution individuelle » et « sus aux profiteurs ».

Dans cette nouvelle conception du contrat social, les personnes et les organisations doivent faire la preuve qu'elles font tout leur possible pour essayer de sortir par elles-mêmes de la dépendance envers la solidarité collective, pour essayer de ne plus avoir besoin d'aide (autonomie), les bénéficiaires devant prouver qu'ils ne trichent pas.

On passe ainsi d'une idée d'égalité à une idée d'équité : celui qui ne couvre pas lui-même ses propres risques, et qui ne fait pas d'effort pour ne pas avoir besoin d'aide n'est pas digne d'être aidé, est marginalisé, non reconnu. L'aide est un droit individuel, réservé à ceux qui le méritent.

Mutation des relations d'autorité

L'autorité s'exerce sur un mode disciplinaire. On attend des détenteurs de l'autorité qu'ils surveillent et qu'ils punissent, qu'ils imposent d'en haut des normes de conduites et qu'ils sanctionnent les déviants. Dirigeants comme dirigés sont censés faire leur devoir en se soumettant aux injonctions des rôles différenciés qu'ils doivent accomplir dans la division du travail. Ce rapport à l'autorité, tant pour celui qui l'exerce que celui qui la subit, est manifestement en train de changer radicalement. Ce changement est principalement sensible dans les instances de socialisation primaire que sont la famille et l'école.

Les parents d'aujourd'hui tendent à préférer la persuasion et le dialogue à la coercition. Ils appellent davantage à la réflexivité, au libre arbitre, au bon sens de leurs enfants. On observe des modifications notables dans la législation de nombreux pays européens qui reconnaissent

davantage les enfants comme sujets de droits. L'idée de « puissance paternelle » est progressivement remplacée par celle de « responsabilité parentale ». L'enfant semble être devenu « roi » au sein de la famille.

On observe par ailleurs, des changements des les attentes des partenaires par rapport au couple. On se met plus en plus en couple pour soi : pour l'harmonie avec soi-même, par besoin de convivialité. La vie familiale se justifie davantage par le besoin de bonheur personnel et le confort psychique que par d'autres finalités. Dès lors plus question d'une quelconque autorité du mari sur sa femme. Chacun des partenaires est en droit d'attendre de l'autre qu'il aide à s'épanouir, à réaliser ses projets personnels, à être heureux. Si cet épanouissement ne se produit pas, on ne voit plus pourquoi on obligerait les conjoints à rester ensemble.

Cette même tendance peut être observée dans les relations entre les enseignants et les élèves. Le modèle pédagogique « productif » où l'élève est jugé sur ses acquisitions est remplacé par un modèle « expressif » où l'élève est jugé sur sa créativité, sa curiosité, son autonomie.

L'enseignant d'aujourd'hui doit porter toute son attention sur ses élèves, il doit les motiver et ses critères d'évaluation doivent tenir compte de la vie de l'élève.

Au modèle disciplinaire s'oppose de plus en plus un modèle que nous proposons d'appeler « réflexif » ou « dialogique » parce qu'il repose sur le dialogue entre les dirigés et les détenteurs d'autorité.

Tableau 4: Opposition entre le modèle disciplinaire ou le modèle "dialogique" de l'autorité

Les caractéristiques du modèle disciplinaire	Les caractéristiques du modèle « dialogique »
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les normes sont prescrites par un code formel, préexistant à la relation, et auquel les conduites sont comparées ▪ Le détenteur de l'autorité est investi d'un statut social qui l'autorise à juger les conduites ▪ Le détenteur de l'autorité décide si les conduites sont conformes ou non à la norme ▪ La déviance est punie par des sanctions codifiées et applicables à tous 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les normes sont construites par discussion avec ceux auxquels elles s'appliquent ▪ Le détenteur de l'autorité est avant tout un médiateur qui s'efforce d'engager les parties dans un contrat ▪ La conformité des conduites aux normes est évaluée par tous les acteurs concernés ▪ Les sanctions sont définies au cas par cas dans un but de reconstruire la relation perturbée par la déviance

Chapitre 3 : Le contrôle culturel

Troisième proposition

« Les contraintes sociales ne sont supportables et efficaces que parce qu'elles ont un sens culturel légitime aux yeux des individus »

La soumission des individus aux contraintes du contrôle social n'est pas propre aux sociétés humaines. On retrouve le même type de phénomène dans le règne animal comme par l'exemple l'abeille. La participation de l'abeille à la vie sociale implique qu'elle se soumette à des contraintes, dont dépend aussi la survie de la ruche. Comme pour l'humain, sa conduite ne s'explique pas uniquement par un déterminisme génétique car elle a besoin d'un temps d'apprentissage pour jouer correctement son rôle social. Le rôle qu'elle jouera n'est pas prédéterminé et dépendra des besoins de la ruche. Les relations sociales à l'intérieur de celle-ci activent les dispositions contenues dans son patrimoine génétique, ce qui lui permet de se socialiser. Chez l'homme, cependant, la socialisation est bien plus complexe car son patrimoine génétique laisserait plus de place à l'indétermination. En effet, celui est bien moins soumis que les animaux à un déterminisme génétique mais également moins soumis à un déterminisme social. L'être humain développe une capacité autonome d'être sujet de sa vie en gérant cette indétermination. Il est orienté dans ses conduites en partie par l'intervention de sa conscience, ce qui lui permet d'analyser et d'interpréter le monde et de s'y conduire comme un sujet. Parce que sa conscience peut lui faire dire « non » et qu'il peut se rebeller contre les conditionnements combinés de son patrimoine génétique et des attentes des autres, l'Homme a besoin de trouver un sens aux contraintes sociales auxquelles il doit se soumettre. Cette place importante du sens dans la vie sociale des êtres humains permet de comprendre pourquoi ils produisent et en appellent constamment à des références culturelles pour justifier leurs conduites à leurs propres yeux et aux yeux des autres.

La question du sens

Toute collectivité tient sur elle-même un « récit » par lequel elle « explique » à ses membres au nom de quoi ils doivent se soumettre aux contraintes de la vie collective. Ce « récit » est surtout implicite : les normes sociales renvoient à des valeurs, des représentations du monde qui n'ont nul besoin d'être explicitées pour faire sens. Elles sont intériorisées, et leur sens « va de soi ». Une contrainte sociale peut faire sens pour un acteur sans qu'il soit lui-même capable de dire pourquoi elle a sa raison d'être ou qu'elle lui apporte quelque chose d'important.

Les fonctions sociales du récit culturel

La fonction générale du récit culturel est de donner du sens aux contraintes de la vie sociale. Mais de quoi parle ce récit ? Que propose-t-il aux humains ? Au nom de quoi les invite-t-il à se soumettre aux contraintes ?

L'analyse des récits explicites nous fait voir qu'ils abordent toujours, ensemble ou séparément, quatre questions essentielles :

- 1) les rapports de l'humain avec les autres humains
- 2) Les rapports de l'humain avec le surnaturel
- 3) Les rapports de l'humain avec la nature
- 4) Les rapports de l'humain avec lui-même.

« Dire » à l'être humain ce qu'est une « vie bonne » c'est lui proposer des réponses à ces quatre questions. Les réponses varient d'une collectivité à une autre en fonction des périodes de l'histoire. Prenons par exemple « le mythe ». La fonction maîtresse du mythe est de fixer les modèles exemplaires de tous les rites et de toutes les actions humaines significatives. C'est un

récit par lequel les hommes se rappellent à eux-mêmes et leurs descendants comment ils doivent s’y prendre pour mener une « vie bonne ».

Ces quatre questions permettent de répondre à quatre besoins fondamentaux chez l’homme, à quatre menaces qui pèsent sur lui et causent sa fragilité :

- 1) **Il a besoin de sécurité physique** car il est menacé par l’agressivité des autres hommes. Le récit culturel explique aux hommes comment la vie commune leur permet de résoudre ce problème.
- 2) **Il a besoin de tranquillité morale** car il ressent une angoisse existentielle devant tout ce qu’il ne comprend pas (l’espace, la vie, la souffrance, la chance, les esprits). Le récit culturel explique comment les ancêtres ont su s’y prendre avec les « dieux », ont su organiser la vie sociale, afin qu’elle leur plaise.
- 3) **Il a besoin de confort matériel** car il est menacé par l’hostilité de la nature. Le récit explique comment les fondateurs de la communauté ont su organiser les rapports des humains avec la nature
- 4) **Il a besoin d’équilibre psychique** car il est menacé par sa propre folie (la marginalité, l’anomie, l’angoisse, l’aliénation, etc.). Là encore, le récit culturel contient de multiples injonctions lui expliquant comment se prémunir contre ce danger.

La vie en société n’a de sens pour les humains que parce qu’ils croient – et dans la mesure où ils continuent à croire – qu’elle leur apporte ces biens-là.

L’arbre de sens

Pour comprendre la structure du récit culturel, nous utilisons la métaphore de « l’arbre de sens » : les racines, le tronc, les branches maîtresses, et les branches secondaires qui correspondent aux paliers structurant et ordonnant le récit.

Tableau 5: La structure du récit culturel

Les niveaux de l’arbre de sens	Correspondance avec la structure du récit culturel
Les branches secondaires	Les prescriptions comportementales : les valeurs, les normes, les intérêts et les affects, qui dérivent des idéologies et des utopies, et qui orientent directement les conduites des individus dans la vie sociale.
Les branches maîtresses	Les idéologies et les utopies : les interprétations explicites des principes d’un modèle culturel, par un acteur donné, depuis la position inégale que celui-ci occupe dans les relations sociales (de puissance, de pouvoir, d’autorité, d’influence et d’hégémonie)
Le tronc	Le modèle culturel : l’ensemble des principes ultimes de sens qu’une collectivité invoque et inculque à ses membres, à une époque donnée, pour donner du sens à leur vie en société, pour leur donner le sentiment que les solutions apportées aux grands problèmes vitaux de la vie collective sont de « bonnes solutions », et qu’en se soumettant à ces contraintes sociales, ils auront « une vie bonne » qui répondra à leurs besoins les plus profonds.
Les racines	Les récits anciens : les mythes, les représentations de l’espace et du temps, de la vie et de la mort, les références culturelles liées aux besoins les plus fondamentaux.

Les modèles culturels idéal-typiques

Les hommes ont inventé des milliers de modèles culturels qui nous sont impossible de rendre compte dans leur intégralité. Toutefois, pour comprendre les évolutions de ces modèles culturels et essayer de donner un sens au présent, nous pouvons, comme un instrument d’analyse, construire une typologie des modèles culturels sur la base d’une ou plusieurs variables, dont on peut estimer qu’elles ont été partout, et sont encore décisives. Il nous

apparaît logique de supposer que les modèles culturels ont varié selon l'importance relative des quatre besoins vitaux évoqués précédemment.

Quand c'est la peur des autres collectivités qui envahit les consciences (besoin de sécurité physique), la modèle culturel tendra à adopter *un modèle culturel de type sécuritaire*. Quand c'est la crainte du surnaturel qui submerge les hommes (besoin de tranquillité morale), elle tendra à adopter *un modèle culturel de type mystique*. Si la collectivité est préoccupée de se protéger contre la nature (besoin de confort matériel), sa préférence ira vers *un modèle culturel de type technique*. Si son principal souci est l'épanouissement des individus (besoin d'équilibre psychique), elle préférera *un modèle culturel de type identitaire*.

❑ **Le modèle culturel de type sécuritaire : savoir s'y prendre avec les hommes**

Besoin fondamental de la collectivité: Besoin de sécurité physique

Gestion des problèmes vitaux de la vie collective	Caractéristiques
La production de richesse	Incitation à un rapport d'emprise sur l'espace territorial par l'exploration ou l'exploitation de la nature
L'ordre interne	L'exercice légitime du pouvoir est confié à des « hommes d'armes » capable d'imposer l'ordre avec force
La socialisation des rôles sociaux et leur intégration	Incitation à concevoir la socialisation comme l'intériorisation de liens naturels, fondés sur sa cellule de base qu'est la famille
Le consensus et la solidarité entre les catégories sociales aux intérêts différents	Basés sur une conception naturelle de la solidarité, construite sur des liens de sang et de territoire.
Les relations avec les autres collectivités	Des modes aristocratiques ou charismatiques d'ordre sont légitimés. Politique de conquête si la collectivité est forte

(en gras : questions principales et fondamentales)

Ce modèle revient périodiquement, selon les conjonctures, chaque fois qu'une collectivité est soumise à une menace extérieure importante (ex. le renforcement des instances de pouvoir répressif et militaire après les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis)

❑ **Le modèle culturel de type mystique : savoir s'y prendre avec les dieux**

Besoin fondamental de la collectivité: Besoin de tranquillité morale

Gestion des problèmes vitaux de la vie collective	Caractéristiques
La production de richesse	Incitation à entretenir avec son environnement un rapport de sacralisation. L'exercice de la puissance est confiée à des individus comme choisis par des dieux pour user des biens du monde.
L'ordre interne	Conception théocratique de la vie politique. L'exercice du pouvoir est confié à des prêtres, des sorciers, clercs, etc.
La socialisation des rôles sociaux et leur intégration	Confiés à des institutions religieuses. Exercice de l'autorité donnée aux saints, sages, et leurs disciples
Le consensus et la solidarité entre les catégories sociales aux intérêts différents	Valorisation de la communauté de foi et de l'adhésion à une croyance communément admise. La solidarité est structurée sur des liens communautaires de foi.
Les relations avec les autres collectivités	Comme pour la gestion de l'ordre interne. Une conception théocratique de l'hégémonie

(en gras : questions principales et fondamentales)

Ce modèle répond à l'angoisse qui saisit les hommes pris dans un monde qu'ils ne comprennent pas et qui s'interrogent sur leur destin. Il se réaffirme avec force dans certaines périodes d'instabilité culturelle, quand les hommes s'interrogent sur le sens de leur existence.

❑ **Le modèle culturel de type technique : savoir s’y prendre avec la nature**

Besoin fondamental de la collectivité: Besoin de confort matériel

Gestion des problèmes vitaux de la vie collective	Caractéristiques
La production de richesse	Incitation à entretenir avec la nature un rapport de maîtrise et de transformation. L’exercice de la puissance est confiée à des individus capables de réaliser le progrès
L’ordre interne	Une conception plus ou moins démocratique de la vie politique. L’exercice du pouvoir est confié à des représentants exprimant la volonté générale de la collectivité
La socialisation des rôles sociaux et leur intégration	Conception de la socialisation comme l’intériorisation de savoir-faire techniques et culturels. L’exercice de l’autorité est confié aux membres les plus instruits et les plus méritants de la collectivité
Le consensus et la solidarité entre les catégories sociales aux intérêts différents	Incitation à adopter une conception organique de la solidarité fondée sur des liens de compétences (de fonctions, de rôles). L’exercice de l’influence est confié aux groupes constitués selon ces critères
Les relations avec les autres collectivités	Conception de l’hégémonie centrée sur un mode de maîtrise de la Nation par le peuple.

(en gras : questions principales et fondamentales)

L’idée de développement, conçu comme l’amélioration des conditions matérielles et sociales de vie des gens, correspond à ce type de modèle. Cette conception du développement n’aurait pas de sens dans un autre modèle car elle implique une soumission aux exigences du progrès (augmentation de la maîtrise de la nature par la raison humaine et accumulation de biens matériels)

❑ **Le modèle culturel de type identitaire : savoir s’y prendre avec l’individu**

Besoin fondamental de la collectivité: Besoin d’équilibre psychique

Gestion des problèmes vitaux de la vie collective	Caractéristiques
La production de richesse	Incitation à entretenir avec l’environnement un rapport de jouissance et de conservation. L’exercice de la puissance est confié à des individus capables de contrôler les besoins de consommation
L’ordre interne	Conception technocratique de la politique. L’exercice du pouvoir est confié à des experts. Chacun se remet à l’individu comme source de légitimité. Les experts sont choisis pour arbitrer les incompatibilités entre les projets d’autoréalisation des individus
La socialisation des rôles sociaux et leur intégration	La socialisation est conçue comme la capacité d’offrir aux individus les moyens de leur autoréalisation, du déploiement de leur créativité et de leur indépendance. L’exercice de l’autorité est confié à des modèles identitaires, capables de rendre désirables et de diffuser des modèles de réussite conforme à cette image de l’individu autoréalisé.
Le consensus et la solidarité entre les catégories sociales aux intérêts différents	La solidarité consiste en une implication limitée et calculée, fondée sur le principe de la réciprocité des libertés individuelles.
Les relations avec les autres collectivités	Conception technocratique de l’hégémonie.

(en gras : questions principales et fondamentales)

Les modèles idéal-typiques ne sont que des instruments d'analyse et non de description du réel. Il faut avoir recours à plusieurs d'entre eux pour parvenir à donner un sens à une réalité historique concrète. Le modèle culturel d'une collectivité est structuré autour de l'articulation de plusieurs d'entre eux (ex : le modèle culturel du moyen âge européen était structuré autour des modèles sécuritaire et mystique). Les modèles se succèdent et se combinent entre eux selon les conjonctures pour donner un sens à la vie sociale.

Du modèle industriel au modèle identitaire

Depuis 3 ou 4 décennies, les sociétés d'Europe et d'Amérique du Nord passeraient d'un modèle culturel de type technique (le capitalisme industriel) à un modèle culturel de type identitaire (mercantilisme libéral fondé sur la consommation et l'information).

Le modèle culturel des sociétés industrielles

Les sociétés industrielles valorisent le bien-être matériel de leurs membres. Elles valorisent la maîtrise de leur environnement naturel : il s'agit de le connaître (par la Science), pour mettre au point des outils permettant de le maîtriser (par la technique), afin de le transformer pour le mettre au service de l'Homme et en extraire tous les biens dont il a besoin (par le travail). Elles croient au Progrès. Réduire la pénibilité du travail, lutter contre les maladies, améliorer les conditions matérielles de vie, se donner plus de confort, tels sont les grands objectifs légitimes que l'on y poursuit.

L'Homme se croit capable de gérer la société par la Raison, tant dans sa dimension rationnelle (la Science) que dans sa dimension raisonnable (la Démocratie). Cette croyance se traduit dans des institutions concrètes, soit, dans les nations capitalistes, sous la forme de démocratie libérale, soit, dans les nations communistes, sous la forme de démocratie populaire. Tous les hommes ont le droit, par conséquent, d'exprimer leurs intérêts et de s'unir pour les défendre et de lutter contre toute forme de discrimination sociale. Cette égalité doit résulter de la solidarité collective, être financée par l'impôt ou par le fruit du travail. L'Etat détient le droit d'exercer légitimement la violence pour faire respecter le contrat. Ces sociétés recherchent donc aussi la sécurité physique de leurs citoyens.

Le devoir accompli par l'individu au service du collectif dans l'exercice de ses multiples rôles sociaux est le principe qui donne sens à ses conduites dans la vie quotidienne : devoir des maris, des épouses, des parents, des citoyens, etc.

Ce monde s'organise sur l'espace territorial de la Nation et chacun est invité à se sacrifier pour défendre la Patrie. La non-ingérence d'une nation dans les affaires intérieures des autres est un principe constamment réaffirmé.

Le modèle culturel industriel offre une réponse légitime à la question du sens puisque :

- il nous dit comment résoudre les problèmes vitaux de la vie commune : il faut gérer les surplus à partir de l'idée de progrès, fonder l'ordre interne sur la raison, garantir le consensus sur l'égalité, assurer l'intégration par le devoir et l'ordre externe par la construction de nations souveraines
- il nous garantit qu'en gérant ainsi la vie commune, les humains pourront créer les conditions d'une « vie bonne », qui leur assurera la sécurité physique et le bien-être matériel.

Le modèle culturel identitaire des sociétés de consommation et d'information

Un nouveau modèle culturel est entrain de se mettre en place depuis 3 ou 4 décennies mais il est encore difficile d'identifier avec précision les nouveaux principes ultimes de sens qui sont entrain de s'imposer dans les différents champs relationnels. Le nouveau est encore trop mêlé à l'ancien pour qu'on puisse le distinguer clairement. En outre, il est toujours difficile de savoir si un processus de changement va se poursuivre ou pas. C'est pourquoi nous préférons parler d'une hypothèse sur la mutation culturelle ou d'un essai d'interprétation du changement culturel en cours. Les principes de sens du modèle culturel industriel n'ont certes pas disparu mais ne sont plus les seuls auxquels se réfèrent les acteurs d'aujourd'hui, et surtout ne sont plus tenus

pour évidents, comme c'était le cas jadis. Ils ne sont plus par conséquent les principes ultimes de sens.

Aujourd'hui, tout progrès n'est plus considéré comme bon et ce pour deux raisons au moins :

- 1) Une raison écologique : les innovations technologiques peuvent mettre en danger certains biens naturels ou perturber des équilibres que l'on estime devoir préserver (ex : le trou de la couche d'ozone, la destruction des espèces marines, le maïs transgénique).
- 2) Une raison éthique : les découvertes scientifiques posent de plus en plus de problèmes éthiques épineux (ex : les manipulations génétiques incontrôlées, la reproduction par le clonage, etc.).

Il ne s'agit pas d'arrêter le Progrès mais de le critiquer, d'en faire voire les limites, de le mettre au service de quelque chose de plus important et de plus ultime que lui.

La Raison, en tant que principe d'ordre politique, a également des comptes à rendre. La question qui se pose ici est de savoir à quelles conditions une décision politique peut être considérée comme légitime. Il ne suffit plus aujourd'hui qu'elle ait été prise à la majorité des voix par des élus représentant la Nation. Même si ce principe reste en vigueur, il est de plus en plus suspecté de trahir l'esprit de la démocratie. On observe un retour à la « vraie » démocratie qui est moins idéologique mais plus morale et plus pragmatique, moins fondée sur des élus et davantage sur des experts, plus décentralisée avec des citoyens invités à plus d'indépendance. Le projet égalitaire est quant à lui supplanté par une autre conception du contrat social, fondée sur les idées d'identité, d'équité et de civisme. Le contrat social qui se met en place aujourd'hui semble reposer de plus en plus sur l'exigence de reconnaissance des identités. Ce changement implique une plus grande tolérance envers les inégalités sociales.

Le société disciplinaire, fondée sur le Devoir, est tout autant entrain de disparaître peu à peu. Une autre conception semble s'y opposer, celle-ci fondée sur son Droit à l'autoréalisation de son identité personnelle. Il en résulte le droit de chacun, individu ou groupe, à sa singularité, à son unicité, à choisir son mode de vie.

Avec la construction des grands ensembles économiques et politiques, on voit s'atténuer peu à peu la croyance dans la Nation et dans la Patrie. Les identités territoriales ne s'effacent pas mais se déplacent, au-delà et en deçà de la Nation : au-delà, les gens se sentent citoyens du monde et en deçà, ils revalorisent leur terroir, leur culture locale.

Le tableau suivant résume les changements entre les deux modèles culturels

Tableau 6: Différences entre les modèles industriel et identitaire

	Modèle culturel industriel	Modèle culturel identitaire
Gestion des ressources	Progrès, Science, Technique, Travail	Qualité de vie, consommation
Gestion de l'ordre interne	Raison, démocratie représentative, loi de la majorité	Autonomie, décentralisation, expertise
Gestion de la solidarité	Egalité formelle et réelle distribution des richesses	Civisme, équité, identité, reconnaissance sociale
Gestion de la socialisation	Devoir, utilité, mobilité sociale	Autoréalisation identitaire
Gestion des échanges externes	Nation, Patrie, Peuple	Réseaux (locaux et mondiaux), droits de l'Homme, ouverture

Nous serions entrain de passer d'un modèle culturel industriel, fondé sur des principes centraux de Progrès et de Raison, à un modèle identitaire, fondé sur les principes d'indépendance et d'autoréalisation individuelles. Le premier se fonde sur la priorité du social ; le second sur celle de l'individu.

Chapitre 4 : Les pratiques des relations sociales

Quatrième proposition

« Par la pratiques des relations sociales, structurées par des contraintes sociales et matérielles et par des sens culturels, les individus se socialisent et forment leurs identités collectives »

Relations sociales et identités collectives

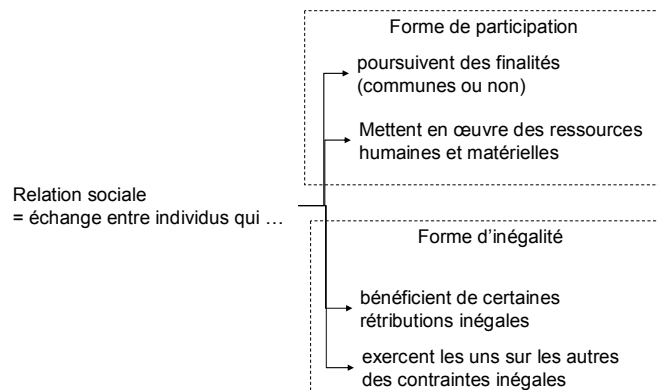
Nous allons examiner d'abord ce qu'est une relation sociale, puis nous verrons comment les individus se socialisent en les pratiquant et comment ils forment ainsi leurs identités collectives.

Les contraintes et les significations structurent les relations sociales

Une relation sociale est un échange entre des individus, qui n'est à leurs yeux ni arbitraire (il est orienté) ni absurde (il a une signification) : il a du sens, dans le double sens du terme, orientation et signification.

- Toute relation sociale propose-impose à ceux qui la pratiquent des finalités légitimes, qui donnent sens à leur participation à la vie commune
- Toute relation sociale propose-impose les ressources humaines et matérielles qui doivent être acquises et mises en œuvre pour atteindre ces fins légitimes. Elle fixe un cadre physique dans lequel se déroulent les échanges entre les acteurs, ainsi que les objets qu'ils vont mettre en œuvre.
- Toute relation sociale assigne des places, distribue les individus dans le champ, et leur attribue des statuts inégaux, définissant ainsi des catégories sociales, inégalement rétribuées. Les acteurs vont se construire sur la base de ces positions sociales.
- Toute relation sociale comporte des moyens inégaux de contrainte (puissance, pouvoir, influence, autorité, hégémonie) des acteurs les uns sur les autres : certains contrôlent plus que d'autres les finalités et les ressources et reproduisent plus facilement leur position statutaire.

Une relation sociale est donc une mise en forme concrète d'une contrainte sociale (visant à impliquer les individus dans la gestion des problèmes fondamentaux de la vie collective) **et d'une légitimité culturelle** (visant à légitimer et à leur inculquer les sens culturels en vigueur là et alors).



La pratique des relations socialise les individus

La problématique abordée ici est tout fait centrale en sociologie et psychologie sociale, puisqu'il s'agit de la socialisation. Nous cherchons à énoncer les processus par lesquels « les autres » obtiennent d'un individu quelconque qu'il adapte son comportement à ses exigences, qu'il tienne compte de leurs attentes envers lui. Le point de départ de notre réflexion est la conceptualisation de Max Weber qui distinguait 4 formes de rationalité des conduites : celles qui sont rationnelles par leurs fins, celles-ci pouvant être des valeurs ou des intérêts, et celles qui sont orientées pas d'autres convictions sociales et culturelles, à savoir l'affectivité et les traditions.

Tableau 7: Les processus intervenant dans la socialisation

Processus	Description
Le calcul	Les individus répondent aux attentes des autres parce qu'ils y ont intérêt, parce qu'il leur serait plus coûteux de ne pas y répondre, parce qu'ils apprécient davantage ce qu'ils en retirent que ce qu'il leur en coûte. Ils évaluent, selon les informations qu'ils disposent, les gains et les coûts et acceptent le contrôle social s'ils jugent suffisantes les compensations qu'ils espèrent recevoir.
L'habitation	Une fois les normes de conduites intériorisées, l'individu fonctionne tout seul. Il tient compte spontanément des attentes des autres, estimant simplement que c'est normal. Les schèmes mentaux qu'il a intériorisés ne lui laissent plus voir qu'une seule conduite : la « bonne », celle que les autres attendent, celle qui correspond à la position qu'il occupe dans le collectif et à la fonction qui y correspond. Il joue son rôle pour avoir une bonne image de soi.
L'identification	L'identification fait ce que les autres attendent de lui parce qu'il les aime, parce que des liens affectifs le rattachent à eux. Ces liens sont si forts que non seulement ils peuvent contrarier son intérêt, mais aussi lui faire renoncer à ses rôles.
La conviction	Le collectif explique à l'individu ce qui est attendu de lui, il lui dit quelle est la signification et quelle est l'orientation de ce qu'il doit faire, il fait appel à sa conscience, il forme son bon sens et le convainc.

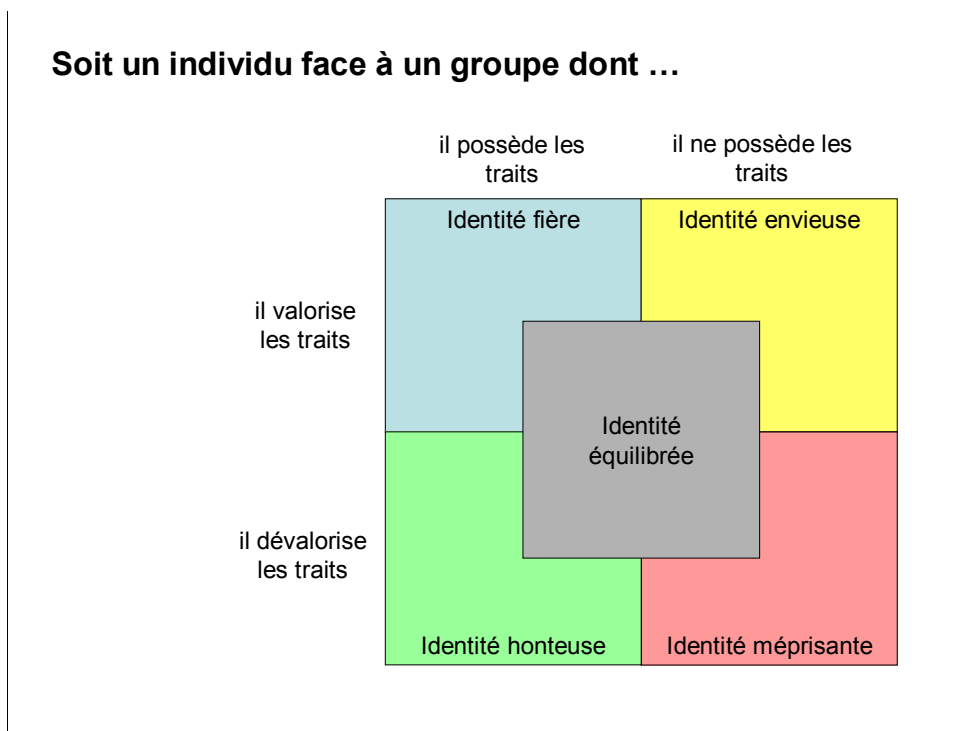
La socialisation combine ces 4 processus. Jamais une conduite ne s'explique simplement par une seule motivation. A la question pourquoi l'individu fait au moins en partie, ce que les autres attendent de lui, et, ainsi, se rend apte à vivre en société, se socialise ? Nous pourrions répondre que l'individu répond aux attentes des autres par plusieurs motivations inextricablement mêlées : par calcul (parce que c'est son intérêt) ; par habitation (parce que cela lui donne une bonne image de lui-même) ; par identification (parce qu'il a besoin d'aimer et d'être aimé) et par conviction (parce qu'il partage avec les autres des valeurs communes).

La socialisation forme les identités collectives

Les humains sont dotés d'une faculté de catégorisation sociale, dont ils se servent pour classer les autres, se joindre à eux parfois, ou au contraire le fuir. Ce qui se ressemble ne se rassemble pas nécessairement. Un processus d'identification/différenciation obéit aux quatre processus déjà énoncés : en appartenant à des groupes socialement valorisés, les individus augmentent leur estime d'eux-mêmes (habitation), jouissent de la solidarité de leur groupe (calcul), participent de ses projets et de ses valeurs (conviction) et y trouvent un réconfort affectif (identification). Les identités collectives se constituent par la perception des ressemblances et des différences les plus minimes.

Ce sont les échanges (complémentaires, compétitifs, conflictuels et contradictoires) avec d'autres groupes qui renforcent ou affaiblissent la valeur que les individus accordent aux traits de leur identité commune. Une identité collective sera d'autant plus solide que les membres du groupe en seront plus fiers, et cette fierté dépend de leurs échanges avec les autres groupes.

Les identités collectives sont faites d'un mélange complexe de tensions entre 4 sentiments : entre les traits identitaires que chacun possède et dont il est fier (Identité fière), et ceux dont il a honte et qu'il cherche à cacher (identité honteuse) ; entre les traits qu'il ne possède pas mais qu'il a envie d'avoir (identité envieuse) et ceux qu'il craint qu'on lui attribue (identité méprisante). L'identité équilibrée est le fruit d'une juste milieu.



La mutation des identités collectives

Les identités collectives pertinentes dans la société industrielle

Les sociétés industrielles ont donné pertinence à des identités collectives construites principalement autour de la production et de la distribution de richesses matérielles, et secondairement, autour de l'idée de Nation, dans la mesure où celle-ci constitue le cadre spatial de l'industrialisation. Ces identités se structurent d'abord sur **la contribution à la production de richesses** par le travail, donc, sur des critères professionnels. L'identité professionnelle est tellement centrale dans la vie que c'est elle que chacun décline quand on lui demande qui il est. L'individu estime être ce à quoi il sert, ce qu'il apporte à la collectivité par ses diplômes et son travail. Les personnes qui exercent la même profession se dotent généralement d'une organisation de type syndical pour veiller sur leurs intérêts, et toute ces organisations forment un tissu complexe de groupes de pression, entre lesquels s'établissent des négociations et des compromis. Le second critère pertinent de constitution des identités est **la participation à la répartition des richesses produites**. Toute la stratification sociale est construite sur la possession de biens, dûment garantie par le droit de propriété. Selon l'approche Marxiste, les identités de classes reposent sur les relations sociales de production, d'appropriation et de gestion des ressources techniques et matérielles : d'un côté, ceux qui possèdent le capital en propriété privée (la bourgeoisie capitaliste), ou qui contrôlent l'usage grâce à la propriété étatique (dirigeants de parti) et qui se fait s'approprient la plus-value et la gèrent ; de l'autre, ceux qui produisent la plus-value en fournissant un surtravail dans le procès de production (les travailleurs). L'enjeu des conflits dans lesquels ces classes s'engagent est précisément l'exploitation du travail en vue de l'extraction de la plus-value et le contrôle de l'usage qui en est fait. Un autre critère important pour comprendre la structuration des identités est la **Nation**. Celle-ci constitue un cadre juridique et culturel sur lequel se construit la société industrielle. Les

Nations sont elles-mêmes des identités collectives construites par un lent et patient travail de persuasion et de coercition exercé par l'Etat sur l'ensemble des parties constitutives de la société.

En croisant les 2 derniers critères, on retrouve les grandes idéologies qui ont marqué l'histoire des sociétés industrielles dans le courant des 2 derniers siècles.

Tableau 8: Les voies de l'industrialisation

	Voie étatiste	Voie civiliste
Voie capitaliste	Nationalisme (Etat national)	Libéralisme (Bourgeoisie libérale)
Voie socialiste	Communisme (Parti révolutionnaire)	Social démocratie (Mouvement ouvrier)

Il y a eu 2 grandes manières de penser la gestion des richesses matérielles dans ces sociétés :

1. **Le capitalisme**, qui construit son projet sur les exigences de l'accumulation de richesses
2. **Le socialisme**, qui construit son projet sur les exigences de la distribution de richesses

De même, il y a eu 2 grandes manières de penser la Nation :

1. A partir de l'Etat comme acteur du développement industriel
2. A partir de la dynamique de coopération conflictuelle des acteurs de la société civile

Tableau 9: Les différentes idéologies de l'industrialisation

	Description
Nationalisme (Etat national)	Le développement est conçu comme le résultat d'une politique protectionnisme insistant sur les intérêts de la Nation, comptant davantage sur les régulations politiques et sur les initiatives d'un Etat fort pour gérer la production et la distribution des richesses.
Libéralisme (Bourgeoisie libérale)	Le développement est conçu comme le résultat des initiatives privées d'une bourgeoisie capitaliste compétitive, innovatrice, favorable au libre-échange des biens, des capitaux et des personnes, acceptant la loi du marché parce qu'elle est capable de vendre dans monde entier.
Communisme (Parti révolutionnaire)	Le développement est conçu comme le résultat d'une politique combinant la satisfaction des besoins des classes populaires avec la construction d'une Nation très protégée et reposant sur un Etat totalitaire.
Social démocratie (Mouvement ouvrier)	Le développement est conçu comme le résultat d'une politique conduite par les organisations du mouvement ouvrier, qui contrôle l'Etat et pèse de tout son poids sur l'usage social que fait la bourgeoisie des ressources économiques et techniques.

Ce sont ces grandes idéologies qui ont donné un sens à la formation des grandes identités collective des sociétés industrielles.

Le déclin des grandes identités collectives de la société industrielle

La bourgeoisie

La vieille bourgeoisie s'est vue supplantée par sa fraction la plus dynamique, la plus innovatrice : la culturocratie qui exerce la puissance selon de nouvelles modalités. La centralité de la consommation, dans un monde ouvert à la compétition, oblige la classe gestionnaire à développer certaines capacités : d'information, d'adaptabilité, de flexibilité, d'innovation technologique pour répondre à l'évolution de la demande, créer des besoins nouveaux, améliorer la qualité et réduire au mieux les coûts. La relation avec les consommateurs devient plus stratégique que la relation avec les travailleurs.

L'Etat national

Les Nations sont dépassées par le haut (par les institutions internationales) et par le bas (à cause de la décentralisation politique). L'Europe se construit, avance, et ce, malgré ce qui reste des politiques nationales. Dans cette évolution, les Etats nationaux perdent peu à peu de leur autonomie de décision au profit de grands organismes internationaux.

Le mouvement ouvrier

Avec la naissance des premières organisations ouvrières et avec l'apparition des premiers leaders, certaines catégories de travailleurs ont accédé à une véritable conscience de classe : conscience de leur exploitation et de leur contribution, par la plus-value, à la production de la richesse nationale ; conscience de leur force aussi, quand ils s'appuient sur des organisations qui disposent de ressources pour la mobilisation et de traditions de lutte bien ancrées.

L'idéologie socialiste avait su donner un vrai sens universaliste aux revendications des travailleurs : en poursuivant leurs intérêts de classe (réduire le temps de travail, augmenter les salaires, améliorer leur conditions de travail), ils faisaient l'intérêt général, ils contribuaient à un projet de société meilleure (projet communiste ou social-démocrate).

Toutes les conditions qui ont rendu possible une identité ouvrière forte et fière sont aujourd'hui en voie de disparition. Les conditions de vie de la classe ouvrière ont été considérablement améliorées par l'institutionnalisation du pacte de sécurité sociale et l'avènement de l'Etat-providence. L'acquisition de voitures et de meilleurs logements a détruit la concentration géographique des ouvriers dans les banlieues. Ce processus a contribué à détruire la culture des ouvriers, non seulement en les dispersant, mais aussi grâce à la démocratisation des études, en améliorant l'éducation et la mobilité sociale. La robotisation a réintroduit de la différenciation dans les qualifications professionnelles, en valorisant les employés, techniciens et agents de maîtrise. Tout ce processus de modernisation s'est traduit par des restructurations d'entreprises dont le résultat fut la crise de l'emploi et la montée du chômage. Cette conjoncture a entraîné un repli défensif du syndicalisme : limiter les dégâts et gérer la crise.

Les partis révolutionnaires

Le mouvement socialiste a cessé d'être crédible, du moins dans ses tentatives historiques de résistance au capitalisme. Il a revêtu 3 grandes formes concrètes au cours de l'histoire :

- 1) **L'autogestion** partant de l'idée que la seule garantie contre les excès de l'exploitation du travail et le gaspillage du surplus, c'est de remplacer la bourgeoisie par les travailleurs eux-mêmes. Cette utopie est bien difficile à mettre en œuvre car il ne suffit pas l'appliquer aux entreprises. L'autogestion n'a de sens que si elle constitue le principe d'organisation de l'Etat, et même de toute vie sociale.
- 2) **Le communisme** qui repose sur la conviction que la seule manière de mettre le développement industriel au service du bien-être générale est d'en confier la direction aux dirigeants du parti révolutionnaire, qui représente les intérêts des travailleurs et des masses populaires. On sait aujourd'hui que cette idée a débouché sur un régime politique totalitaire, qui, contrairement au discours qu'il tient, restaure une classe dominante, souvent exploiteuse et gaspilleuse, protégeant ses privilèges par la répression.
- 3) **La social-démocratie** qui repose sur l'idée que seul le contrôle démocratique de la gestion des ressources peut garantir leur usage dans l'intérêt général. On cherche à construire une société civile forte et active, organisée en groupes de pression, en mouvements sociaux, sous la conduite du mouvement ouvrier et de ses syndicats. Les réalisations historiques de projet (pays scandinaves) nous apprennent qu'il ne remplace pas le capitalisme par un autre modèle, mais parvient à lui donner un visage plus humain, du moins dans les sociétés suffisamment riches et intégrées.

Le socialisme n'a pas disparu mais ses institutions mises en place au cours du XXème siècle sont aujourd'hui dépassées. Les partis communistes ont pratiquement disparu et les socialistes ne survivent que parce qu'ils ont changé de discours et de projet politique au cours des 20

dernières années, et souvent, parce qu'ils sont devenus les meilleurs exécutants de la politique néo-libérale régnante.

L'avènement de nouvelles identités collectives

Les identités collectives prennent une tournure nouvelle : l'individu refuse de s'y noyer, de s'y dissoudre, il s'y implique avec plus de distance, il se méfie du contrôle social des groupes et préfère les réseaux où l'on entre et dont on sort librement, il se méfie des dogmes, des idéologies au nom desquelles les autres évaluent sa conduite. Sans refuser les normes, il préfère les négocier lui-même dans la pratique concrète, plutôt que de se les voir imposer par les autres. Ces identités se structurent aujourd'hui, de plus en plus, à partir des nouveaux enjeux que sont les droits de l'Individu et que le nouveau modèle culturel rend pertinents.

Les identités concernent des consommateurs de biens technologiques, d'alimentation, d'information, etc. qui estiment avoir droit à la « qualité de vie » entendant par là la qualité des biens mais aussi celle de la niche écologique où ils vivent.

Ce sont aussi des identités d'usagers des administrations et des services au public. On pourrait aussi dire que ce sont des identités d'ayant droit : droit au moyen de leur épanouissement personnel, à la dignité humaine, à tous les avantages de la sécurité sociale, à l'égalité des chances, à l'inclusion dans le pacte social. Ce sont enfin des identités de citoyens, désireux d'être respectés dans leur autonomie, dans leur droit à disposer d'eux-mêmes, dans leurs appartenances culturelles et sociales.

Chapitre 5 : La gestion relationnelle de soi

Cinquième proposition

« Les identités collectives sont traversées par des tensions existentielles que les individus gèrent pour construire leur identité personnelle »

La construction de l'identité individuelle

La conception de l'individu

Pour nous faire comprendre, nous devons expliquer ce que nous entendons par individu et identité personnelle. L'identité personnelle est le résultat, toujours provisoire et évolutif, d'un travail de l'être humain sur lui-même, que nous appelons travail du sujet, gestion relationnelle du soi ou encore travail de construction identitaire.

Par ce travail de construction de son identité personnelle, l'individu cherche à atteindre 3 buts et cherche à concilier même s'ils ne sont pas compatibles 3 sentiments :

- 1) **le sentiment d'accomplissement personnel** : l'individu cherche à concilier ce qu'il est, les engagements qu'il prend vers lui-même (l'identité engagée), avec ce qu'il aurait voulu être, les désirs d'autoréalisation, conscients ou non, qu'il sent au fond de lui-même (l'identité désirée).
- 2) **Le sentiment de reconnaissance sociale** : il cherche aussi à concilier son identité engagée, avec ce qu'il pense que les autres attendent de lui, ce qu'il estime qu'ils lui assignent de faire et d'être (l'identité assignée).
- 3) **Le sentiment de consonance existentielle** : il cherche enfin à concilier son identité désirée avec son identité assignée, afin qu'il n'y ait pas trop de décalage entre ce qu'il voudrait pour lui-même et ce qu'il croit que les autres attendent de lui.

Ces trois buts ne sont jamais complètement, ni définitivement, atteints : jamais un individu ne parvient à réaliser complètement ce qu'il attend de lui-même, ni ce qu'il croit que les autres attendent de lui, et jamais non plus, ce qu'il attend de lui-même ne coïncide exactement avec ce

que les autres attendent de lui. Il s'agit d'un effort permanent pour concilier des formes d'identité que la vie sociale parvient toujours plus ou moins à dissocier.

En livrant ce travail, l'individu ne peut manquer de ressentir dans sa conscience une incomplétude, une insatisfaction, une souffrance que nous appelons tension existentielle.

On peut distinguer trois types de tensions :

Tableau 10: les types de tensions existentielles

	Description
Sujet dénié	L'individu ne parvient pas à concilier son identité engagée avec son identité assignée : il souffre d'un déni de reconnaissance par les autres. Ce que les autres ne reconnaissent pas, ce sont trois droits qu'il juge qu'on doit lui reconnaître : celui de disposer librement de son corps, celui de bénéficier d'un traitement égal à celui des autres, celui de participer à une communauté sociale.
Sujet divisé	L'individu ne parvient pas à concilier son identité engagée et son identité désirée : il souffre de déni d'accomplissement personnel. Il se dénie le droit de devenir lui-même, de réaliser les attentes identitaires qui porte en lui.
Sujet anémique	L'individu n'arrive pas à concilier son identité assignée avec son identité désirée : il souffre d'une dissonance existentielle. Il ne parvient ni à faire admettre ses attentes par les autres, ni à adhérer, à faire siennes les contraintes instituées par les normes sociales.

La structure de l'identité personnelle

Etre sujet, sait être capable de se gérer soi-même, dans sa relation avec les autres afin de construire constamment son identité personnelle, d'atteindre les trois buts évoqués, de concilier les trois sphères constitutives de l'identité : l'identité désirée, l'identité assignée, l'identité engagée.

Tableau 11: Les 3 sphères constitutives de l'identité

	Description
L'identité désirée	C'est l'idée que l'individu se fait de ce qu'il voudrait être et devenir, c'est l'ensemble des projets identitaires qu'il voudrait réaliser, c'est l'image qu'il a de ce qu'il devrait faire pour assumer son épanouissement personnel.
L'identité assignée	C'est l'idée que l'individu se fait de ce que les autres attendent de lui. C'est ce qu'il croit devoir faire pour obtenir des autres la reconnaissance sociale à laquelle il aspire.
L'identité engagée	C'est ce que l'individu est et devient vraiment, c'est l'ensemble des engagements identitaires qu'il a pris vers lui-même et qu'il est entrain de réaliser concrètement dans ses conduites, par ses relations avec les autres, par ses logiques d'action.

L'individu ou recherches concilier les trois identités : avoir de l'estime pour lui-même, et, en même temps, de l'estime des autres, pour ce qu'il s'est engagé à faire de sa vie. Concilier ces trois identités est un travail quotidien de l'individu, gérant ses relations avec les autres et avec lui-même. Le résultat de ce travail est son identité personnelle, sans cesse réadaptée, en évolution constante, tout en restant pourtant la même, autour d'un noyau identitaire qui tantôt s'étend, tantôt se réduit.

L'origine des tensions existentielles

Des identités collectives sont traversées par des tensions structurelles

Les tensions existentielles trouvent leur origine dans la pratique des relations sociales. En pratiquant des relations sociales, d'une part les individus apprennent à intérioriser certaines finalités et à valoriser certaines rétributions, d'autre part, cette même pratique leur impose des ressources limitées et des contraintes provenant des autres acteurs du même champ ou des autres champs.

Entre ces *finalités-rétributions* et ces *ressources-contraintes*, il y a, dans certaines conditions, des tensions structurelles qui peuvent devenir très fortes. Elles peuvent avoir trois origines :

- 1) **L'idéologisation de la relation.** L'individu se présente sous son plus beau jour, il révèle de lui-même ce qui lui paraît le plus légitime de révéler. Il masque les motivations les moins avouables. Il tend à mettre en évidence ce qu'il fait pour l'intérêt collectif et à cacher ce qu'il fait pour défendre ses intérêts particuliers. Idéologiser la relation engendre des tensions structurelles parce que cela crée de l'illusion. Le discours des acteurs crée des attentes de rétributions qui sont illusoire étant donné les inégalités qu'ils entretiennent entre eux.
- 2) **L'utopisation de la relation.** Nous appelons « utopisation » le discours par lequel les acteurs d'une relation font croire que les finalités qu'ils poursuivent sont pleinement accessibles et compatibles entre elles, alors qu'elles ne le sont jamais totalement.
- 3) **Le changement socio-culturel.** Lorsque deux légitimités culturelles sont en concurrence, deux conceptions de la bonne gestion de la vie collective coexistent qui ont chacune du pour et du contre, ce qui oblige les acteurs à faire appel à leur réflexivité pour choisir, sans bien savoir les conséquences de leur choix. Ceux qui adhèrent aux idées nouvelles, alors qu'elles sont cependant pas encore pleinement légitimes, vivent les tensions que connaissent les déviants. Les autres s'engagent dans une démarche de défense du passé, dans une attitude de repli et de réaffirmation des valeurs menacées, alors qu'elles ont déjà cessé d'être légitimes en grande partie de leur milieu social.

Les tensions structurelles se traduisent, dans la conscience des individus, par des tensions existentielles.

S'il se produit une tension structurelle entre les « finalités-rétributions » et les « ressources-contraintes » d'une relation sociale, celle-ci affectera la conscience de l'individu et son identité personnelle, parce son identité assignée ne coïncidera plus avec son identité désirée : il souffrira d'une dissonance existentielle.

Dans les 3 conditions (idéologisation, utopisation et changement), la pratique des relations sociales engage les individus à adhérer à des attentes qu'ils réussiront plus ou moins difficilement à satisfaire. C'est quand les contraintes varient que les tensions existentielles se font sentir. Avant que ne se produise cette variation, l'individu se débrouille avec ses « bricolages identitaires » avec ses brèches plus ou moins colmatées, avec ses blessures plus ou moins cicatrisées.

La gestion relationnelle de soi

La gestion relationnelle de soi est ce travail par lequel l'individu met en œuvre sa capacité de gérer les tensions existentielles que lui cause sa vie en société. Il cherche à concilier les 3 sphères constitutives de son identité : avoir de l'estime pour lui-même (accomplissement personnel) et, en même temps, jouir de l'estime des autres (reconnaissance sociale), pour ce qu'il s'est engagé à faire concrètement de sa vie (consonance existentielle).

Il a deux manières de gérer ses tensions existentielles :

1) L'accommodation.

L'accommodation est la capacité de l'homme de se justifier, devant les autres, mais plus encore devant lui-même, de ses succès, et surtout, de ses échecs, dans la réalisation de ses engagements identitaires. Cette capacité lui permet de continuer à croire en lui-même, à se

faire confiance, à se sentir capable d'entreprendre et de réaliser ses projets, à lutter pour satisfaire ses attentes, à se remotiver sans cesse.

Ce travail peut être vu de manière péjorative (se raconter des histoires, se mentir à soi-même, se trouver des excuses, etc.) mais il nous paraît constituer la base de la capacité d'adaptation de l'individu au social et à lui-même, sans laquelle la contradiction entre ses rêves et les contraintes du social le briserait à coup sûr.

2) La distanciation

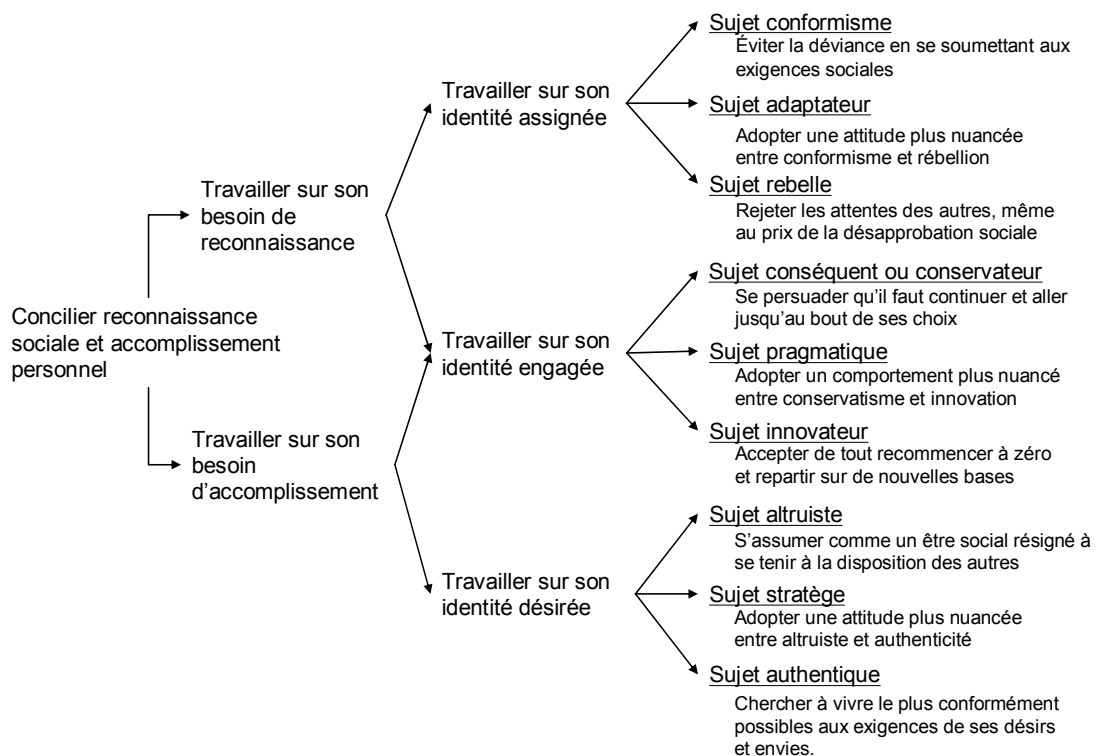
La distanciation est la capacité de l'individu de se distancier de lui-même, de se désengager, de se désimpliquer, de s'objectiver. Ce travail est forcément plus réflexif et implique un rapport autonome du sujet envers les relations instituées : il analyse, il interroge l'institution sur son bien-fondé, sur la légitimité de l'emprise sociale et culturelle qu'elle prétend exercer sur lui.

La distanciation implique un rapport autonome à soi-même, c'est-à-dire une capacité d'autocritique. L'acteur sait qu'il se raconte des histoires, qu'il recourt à des subterfuges pour supporter ses tensions, et il est toujours plus ou moins disposé, avec une lucidité relative, à se poser comme objet de sa propre analyse.

C'est par l'exercice de cette double capacité que l'homme gère son identité, se reconstitue sans cesse comme individu et conçoit plus ou moins (in)consciemment et (in)volontairement les actions sur les autres par lesquelles il espère réaliser ses engagements envers lui-même.

Les logiques du sujet

Les individus ne gèrent pas tous leurs tensions de la même manière. Ils ont recours à différents modes de gestion relationnelle de soi, à différentes logiques du sujet.



Cette gestion n'est pas totalement (in)volontaire ni entièrement (in)consciente : dans la tête des hommes, la lucidité et l'aveuglement se mêlent si inextricablement qu'il est impossible de les distinguer. C'est sur un fond culturel propre à un lieu et à un temps que chaque individu vit des

moments où les tensions existentielles qui menacent son identité sont particulièrement fortes et où le travail de gestion de soi est tout spécialement important.

Les tensions existentielles dans la mutation

Le malaise entre l'individu et la société

La pratique des relations sociales fait intérioriser aux jeunes des finalités et leur laisse espérer des rétributions, qui sont contredites par les contraintes et la rareté des ressources dont ils disposent. Cette contradiction se traduit par des tensions existentielles : leur identité désirée ne coïncide pas avec leur identité assignée. Ils expriment ces tensions en explicitant 4 formes d'incertitude plus ou moins difficiles à vivre :

1) L'insécurité matérielle.

Les jeunes ne savent s'ils auront un emploi demain et s'ils en ont un, ils ne savent pas s'ils pourront le garder ou s'il sera épanouissant et payé convenablement. Ils ont du mal à prévoir leur avenir.

2) Un système discrédité

Pour eux, les institutions sont perçus comme étrangers à leur monde vécu et souvent comme hostile. Ils ont le sentiment que les institutions ont trahi les citoyens, que les gouvernants sont corrompus et ne s'occupent plus de l'intérêt général.

3) Un monde compétition

Dans ce monde, ils ont le sentiment qu'il n'y a plus de solidarité à attendre de la part des institutions, et qu'ils sont livrés à eux-mêmes. Chacun est seul devant sa vie quand le pacte de la solidarité institué par l'Etat-providence se décompose petit à petit.

4) Des socialisateurs déboussolés

L'incertitude concerne plus encore les références culturelles qui structurent le sens des conduites. Les rôles sociaux de jadis ont perdu peu à peu de leur monopole : il y a aujourd'hui des modèles multiples, dont les normes sont plus négociées, flexibles, autocontrôlées. L'autorité de jadis ne se sent plus en droit d'imposer ses modèles. Chacun doit s'en remettre davantage à son libre arbitre, et faire ses choix, avec toute l'angoisse qui en résulte.

Chapitre 6 : Les logiques d'action sociale

Sixième proposition

« Pour réaliser leur identité personnelle parmi les autres, les individus s'engagent dans des logiques d'action sociale »

Comme nous l'avons vu, les individus qui occupent la même position dans une relation sociale participent de la même identité collective sans pour autant s'engager tous dans les mêmes logiques d'action sociale. Les individus n'adoptent pas tous la même logique du sujet et ne construisent donc pas les mêmes identités engagées. La gestion relationnelle de soi est donc aussi le travail par lequel chacun transforme les identités collectives auxquelles ils participent en logiques d'action. La théorie de la gestion relationnelle de soi constitue une tentative pour éclairer la sociologie sur la question du libre arbitre des hommes dans la formation de leur conduites.

La construction de l'acteur social

L'engagement

La gestion relationnelle de soi ne consiste pas à résoudre les tensions, mais seulement à les réduire pour les rendre supportables et à concevoir des actions pour les résoudre. Cette résolution passe par les logiques d'action de l'individu sur les autres. L'engagement est la traduction de l'identité en logiques d'action sur les autres.

La notion d'engagement identitaire envers soi-même ou identité engagée permet de relativiser les autres approches sociologiques : de comprendre pourquoi l'individu, malgré son besoin d'approbation sociale, ne se soumet pas toujours aux normes sociales et se refuse parfois à faire ce que la société attend de lui ; pourquoi il est capable d'agir contre son propre intérêt ; pourquoi il peut attacher tant d'importance à des détails et négliger l'essentiel.

En agissant sur les autres pour réaliser ses engagements envers lui-même, l'individu s'y prend de 3 manières : il entre toujours avec eux en relations d'échange (1) ; il participe parfois à des formes de solidarité collective (2) ; et il peut s'engager, sous certaines conditions, dans des actions collectives (3).

Les logiques d'échange

Deux critères nous semblent adaptés pour conceptualiser la notion d'échange :

- 1) **La nature des finalités.** Elles peuvent être *inclusives* c'est-à-dire que chaque acteur ne peut atteindre sa finalité qu'en aidant l'autre à atteindre la sienne ou *exclusive* c'est-à-dire que chaque acteur ne peut atteindre sa finalité qu'en empêchant l'autre d'atteindre la sienne.
- 2) **Leur stratégie relationnelle.** Elle peut être *consensuelle* dans la mesure où chaque acteur cherche à obtenir quelque chose de l'autre par la persuasion ou *dissensionnelle* où chacun procède plutôt par coercition.

Selon les attentes que l'individu cherche à réaliser, et avec la perception qu'il a des attentes des autres, chaque individu peut entrer en relation avec les autres selon 4 logiques fondamentales d'échange social : il peut chercher à coopérer (échange complémentaire), à combattre (échange conflictuel), à concurrencer (échange compétitif) ou à couper la relation (échange contradictoire).

Tableau 12: Les logiques de l'échange social

	Finalités inclusives	Finalités exclusives
Stratégie consensuelle	Echanges complémentaires	Echanges compétitifs
Stratégie dissensionnelle	Echanges conflictuels	Echanges contradictoires

Ces quatre logiques sont toujours présentes en même temps, avec des dosages variables selon les circonstances, chez n'importe quel acter qui cherche à améliorer sa position relative dans les échanges afin de mieux réaliser ses engagements identitaires envers lui-même.

Les logiques de solidarité

Nous distinguons 4 grandes logiques de solidarité :

Tableau 13: Les logiques de la solidarité

	Construites sur le passé	Construites sur l'avenir
Logique expressive	1.Solidarité affective	3.Solidarité fusionnelle
Logique instrumentale	2. Solidarité conditionnelle	4. Solidarité contractuelle

1. **La solidarité affective** : Les gens sont solidaires parce qu'ils se connaissent, ont vécu les mêmes histoires, intériorisés les mêmes normes culturelles et cela a tissé entre eux des liens affectifs plus ou moins forts et durables.
2. **Le solidarité conditionnelle** : Les gens sont solidaires parce qu'ils partagent la même condition sociale : ils font partie d'une famille, d'un clan ou occupent la même place dans une organisation sociale.
3. **La solidarité fusionnelle** : Les gens sont liés entre eux par une communauté de conviction. Ils partagent une foi, des valeurs, le même projet d'avenir, qu'ils croient bon pour eux et pour les autres.
4. **La solidarité contractuelle** : Les gens sont solidaires parce qu'ils recherchent un intérêt personnel c'est-à-dire un bien qui ne peut venir que d'un autre.

L'action collective

Dans certaines conditions, les individus cherchent à réaliser leurs engagements identitaires envers eux-mêmes en participant à des actions dissensionnelles. Une catégorie sociale devient alors le siège d'une mobilisation, c'est-à-dire d'une solidarité active, engagée dans une lutte contre un adversaire ou un ennemi, au nom de certains enjeux.

Les formes de l'action sociale aujourd'hui

Avant d'analyser les formes d'action sociale que l'on peut trouver aujourd'hui, il nous faut souligner quelques caractéristiques générales de l'action sociale dans la conjoncture actuelle :

Les acteurs sociaux sont dispersés et ambigus

De nombreux acteurs collectifs se croisent sans réellement se rencontrer. Tout se passe comme si chacun ne percevait que les causes spécifiques de son propre malaise, sans être capable d'énoncer clairement les causes communes qui les jettent tous dans la rue à des moments différents. Les luttes ont du mal à se relier entre elles au niveau local, régional, national et encore plus de mal à former des mouvements capables de lutter au niveau international, alors que c'est à ce niveau-là que leurs adversaires situent aujourd'hui les enjeux. Ces actions sont aussi ambiguës parce que le passé et l'avenir s'y trouvent inextricablement mêlés.

Les modes d'organisation ont changé

Sous le modèle culturel industriel, les mouvements sociaux se dotaient d'organisations disciplinées qui impliquaient, d'une part, l'adhésion à une idéologie et, d'autre part, l'acceptation des normes de fonctionnement du groupe. Ce mode d'organisation existe toujours mais, avec les mutations en cours, le rapport de l'individu au contrôle social est entrain de changer. Les nouvelles organisations ont assoupli leur exigence d'adhésion inconditionnelle aux convictions de leurs dirigeants et leur exigence de soumission des membres à leurs normes de fonctionnement. Les acteurs collectifs forment des groupes plus ouverts (des réseaux) dans lesquels on entre et on sort plus librement, qui tolèrent mieux les critiques internes et invitent davantage leurs membres à participer à l'élaboration de leurs normes.

Les acteurs sociaux sont divisés.

Les acteurs individuels et collectifs s'engagent dans des logiques d'actions mais de façons différentes : certains adhèrent par conviction au nouveau modèle ; d'autres se résignent au modèle qui leur est imposé ; d'autres fuient et refusent de participer ; d'autres enfin protestent et cherchent une alternative, un contre-projet susceptible de donner une plus grande solidarité face à la compétition.

Les luttes de classes

Les classes sociales d'aujourd'hui ne sont plus les mêmes que celles d'hier parce que les enjeux légitimes de la puissance sont différents de ceux de la société industrielle. L'action de cette nouvelle classe, que nous avons appelé *culturocratie*, entraîne des conflits sociaux et des mouvements de protestation chez de nombreuses catégories affectées par ses coûts sociaux, culturels et écologiques. Ces catégories forment la nouvelle classe populaire que nous avons appelé *consumariat*. Certains groupes sociaux s'attaquent plus directement que d'autres aux nouveaux enjeux des rapports de classes :

Les travailleurs

Le mouvement ouvrier, mouvement central de la société industrielle, est aujourd'hui en déclin mais il résiste en luttant, au nom du droit à l'emploi, contre les effets jugés néfastes de la crise économique, des restructurations et des délocalisations d'entreprises. Il défend ce qui reste des acquis de l'Etat-providence, en s'opposant à une politique d'austérité budgétaire. Le syndicalisme est devenu aujourd'hui essentiellement défensif et ceci pour au moins 2 raisons. La première est parce qu'il étale dans le temps les effets de la mise en place d'un nouveau modèle économique et politique, dont les coûts sociaux sont énormes. La deuxième est parce que ce rôle défensif lui donne le temps de préparer des alternatives.

Les consommateurs

Parmi les nombreux aspects de la défense des consommateurs, ce qu'ils mangent semble être ce qui les intéresse le plus. Ils se battent contre la vache folle, les OGM et toute cette alimentation qui met leur santé en danger. Outre l'alimentation, ils résistent également à la manipulation de leurs besoins et à la logique d'un marché dérégulé qui veut leur faire acheter n'importe quoi. Ils achètent des produits technologiques qu'ils ne maîtrisent pas, ils se font manipuler par la pratique de l'obsolescence. Ils achètent de l'information, mais la production de celle-ci échappe à leur contrôle et ils se font endoctriner. Ils achètent de la distraction avec le risque de s'enfoncer dans la bêtise et la médiocrité d'une culture télévisuelle au service des annonceurs. Pour acheter tout ça, ils empruntent de l'argent en banque avec le risque de sombrer dans le surendettement.

Les écologistes

Le consommateur responsable ne tolère plus que la logique de marché détruise la nature, épuise les richesses non renouvelables, fasse disparaître des espèces animales et végétales et dégrade en définitive l'héritage des générations futures.

Les alter-mondialistes

« Un autre monde est possible ». C'est par cette affirmation que nous pouvons résumer l'orientation générale de ce mouvement. Certes, encore embryonnaire, titubant et ambigu, ce mouvement se construit peu à peu sur le terrain. Son identité devient plus claire depuis qu'il a identifié son adversaire : l'OMC, le FMI, le G8. Elle fait savoir à tous ceux qui l'ignoraient encore que c'est bien là que les choses se passent. Son enjeu central est la résistance contre toutes les nuisances de la logique de marché. Se doter d'une bonne capacité d'organisation est sans doute le principal défi de ce mouvement pour les années à venir.

Les questions éthiques

Il s'agit là plus d'une mouvance culturelle que d'un mouvement organisé. Les questions soulevées sont essentielles pour la qualité de la vie individuelle et collective. La connaissance scientifique suscite des inquiétudes et des débats éthiques. Jusqu'à présent le progrès scientifique n'avait jamais vraiment été mis en cause mais les limites doivent être aujourd'hui explicitées (ex. les manipulations génétiques). Nous devons décider de ce qui doit absolument rester naturel et de qui peut être manipulé par le savoir humain. Le danger est de laisser des savants fous et des marchands faire ce qu'ils veulent du génome humain. Les débats éthiques constituent une dimension centrale des luttes de classes.

Les luttes d'hégémonie

Les acteurs hégémoniques forment aujourd'hui un ensemble très complexe. On y trouve les organisations internationales (l'ONU, FMI) et les Etats les plus hégémoniques (le G8) qui tentent de plus en plus d'imposer leur conception de l'ordre international. Face à ce nouvel impérialisme, on trouve de nouveaux efforts de résistance et de recherche d'alternatives.

Souveraineté nationale et droit d'ingérence

Le principe de souveraineté est toujours bien vivant mais il est peu à peu remis en cause, et ce au nom d'une idée encore plus importante, celle du bien de l'humanité tout entière. Chaque acteur, même le plus puissant, est plus ou moins obligé par les autres d'être conséquent, cohérent avec son discours, de tenir compte des valeurs auxquelles il prétend adhérer, parce que celles-ci lui sont opposables. Des accords internationaux fixent aujourd'hui des balises idéologiques et juridiques dont les nations, même si elles résistent, devront peu à peu tenir compte, y compris les plus hégémoniques.

Les mouvements internationaux

Plusieurs mouvements commencent à émerger sur la scène internationale pour résister au nouvel impérialisme que nous impose les grandes organisations internationales. Parmi eux, on peut citer Greenpeace ou Amnesty International mais aussi toutes ces organisations non gouvernementales qui luttent pour plus de justice dans les relations entre le Nord et le Sud.

Les fondamentalistes

Il devient également évident que la culture occidentale fait l'objet, dans certains pays, d'un rejet radical (les attentats du 11 septembre en sont une preuve flagrante). En cherchant à imposer sa culture partout, l'Occident a suscité des résistances plus ou moins fortes, notamment dans le monde musulman. On voit s'y exprimer un refus du mode de vie occidentale mais aussi une recherche d'un mode alternatif de développement.

Les luttes politiques

Une nouvelle conception de l'ordre politique fondée sur le néo-libéralisme est entrain de se mettre en place. Les partis politiques jadis opposés à cette conception, s'adaptent à cette évolution et participent à des coalitions en cherchant à introduire une dimension sociale au excès des libéraux.

Les luttes de solidarité

L'Etat social a besoin d'être actif mais cela demande des financements qui sont de moins en moins attribués. Les groupes de pressions s'activent pour défendre leur position, leur profession. Des nombreux mouvements sociaux dans le secteur public sont aujourd'hui porteurs de résistance et d'alternative à la réforme libéral du contrat social.

Les luttes d'intégration

Les luttes de reconnaissance pour être libre et intégré dans la société revêtent une grande importance et de nombreux mouvements apparaissent ayant pour enjeu, l'intégration sociale (ex. actions pour les sans abris, les sans domicile fixe ou les personnes âgées, les immigrés, etc.)

Chapitre 7 : Le changement socio-culturel

Septième proposition

« En s'engageant dans des logiques d'action sociale, les individus (re)produisent les contraintes et les sens qui structurent leurs relations sociales »

Théorie du changement socioculturel

Dans notre perspective, le changement social ne peut avoir d'autre origine que la dynamique des échanges sociaux entre les acteurs individuels et collectifs, dans les cinq champs relationnels, tels qu'ils existent dans collectivité concrète. L'histoire n'accomplit pas un destin qui lui serait dicté par une main invisible, elle n'a pas d'autre sens que celui que les acteurs lui donnent. En s'engageant dans des logiques d'échanges (complémentaires, conflictuels, compétitifs et/ou contradictoires), l'individu s'efforce de produire, de conserver et d'augmenter ses contraintes sur les autres et de légitimer son action au nom de principes culturels de sens. Le résultat de ces échanges est un état donné des contraintes et des sens qui structurent les relations sociales. Le changement dans le temps de cet état dépend de la dynamique des échanges entre les acteurs multiples. Ce sont les échanges conflictuels, compétitifs et contradictoires qui constituent les seules pratiques génératrices de changement social. Non partagée par tous les sociologues, cette position constitue une hypothèse qu'il nous faut expliciter.

Typologies des voies du changement social

Il y a 4 modalités selon lesquelles une collectivité peut passer d'un état des relations sociales à un autre : l'évolution, la réforme, la révolte, la révolution.

Tableau 14: les 4 grands modes de changement social

	Description
L'évolution	Le changement est le résultat d'une somme d'actions individuelles, entreprises par les membres de catégories sociales inorganisées, donc sans liens de solidarité entre eux. Ce n'est qu'après une évolution plus ou moins longue que les solidarités collectives se constituent et que les stratégies dissensionnelles apparaissent.
La réforme	Le changement est volontairement recherché par un acteur collectif organisé, qui s'efforce d'obtenir ce qu'il veut par un processus de négociation avec d'autres acteurs. La réforme apparaît comme une décision collective, rendue nécessaire par une évolution, afin de rétablir les

	conditions du contrat social et politique, menacé par des conflits qui ont déjà ou qui sont sur le point d'éclater.
La révolte	Le changement est une mobilisation spontanée des membres d'une catégorie sociale dans des échanges conflictuels ou contradictoires. Le point commun avec l'évolution est le caractère faiblement organisé de la solidarité entre les participants. La nature de la solidarité est plus affective que dans une évolution.
La révolution	Le changement est le résultat de l'action d'une catégorie sociale dont la solidarité est organisée, et qui s'engage dans des échanges conflictuels et contradictoires. La révolution est, ici, une modalité de changement et non pas un résultat.

Si on compare entre eux ces 4 modalités de changement, on constate qu'il se distingue par :

- 1) le degré d'organisation de la solidarité entre les participants
- 2) la manière dont les individus réagissent

Pour l'évolution et la révolte, les acteurs sont peu organisés, prennent des décisions individuelles mais ne créent pas entre eux des solidarités fortes alors que pour la réforme et la révolution c'est le contraire. On constate que dans l'évolution et la réforme, les décisions des individus sont accueillies par d'autres acteurs disposés à l'innovation ou à la négociation : le changement se fait par mutation. Dans la révolte et dans la révolution, les attentes collectives rencontrent un système clos ce qui pousse les individus à rechercher la rupture. Les sociétés occidentales changent par mutation par un mélange d'évolution et de réforme : ce sont des sociétés ouvertes à l'innovation et à la négociation, avec des acteurs collectifs plus ou moins organisés.

Le changement socio-culturel dans les sociétés contemporaines

Le cœur du réacteur : la culturocratie

La logique de l'innovateur

L'étape actuelle du développement technologique repose sur la généralisation des technologies de l'information et de la communication. Cette généralisation est décisive pour comprendre les mutations économiques et financières auxquelles nous assistons aujourd'hui : on peut vendre des biens immatériels dans le monde entier sans rencontrer aucune limite physique liée à leur transport ; et la capacité de production de ces biens est pratiquement illimitée, ce qui suppose des marchés les plus étendus possibles.

La logique du manager

Nous sommes entrain de vivre une nouvelle offensive du mouvement libéral au niveau mondial conduite par les entreprises qui y ont intérêt : les grandes sociétés multinationales. Elles sont aidées par les grandes organisations internationales et les Etats les plus puissants. Les efforts des Etats membres de l'OCDE pour se mettre d'accord sur un accord multilatéral sur les investissements (ex. AMI devenu AGCS – Accord général sur le commerce et les services) sont une expression claire de ce mouvement. Son but serait de protéger chaque territoire de chaque pays membre, les investisseurs provenant des autres pays membres, contre toute mesure discriminatoire, qui favoriserait les investissements nationaux.

Les dirigeants d'entreprise marchandes sont pris dans ce mouvement. Ils doivent jouer le jeu et gagner ou bien les entreprises sont condamnées à disparaître. Se prémunir contre la concurrence devient de plus en plus difficile car les Etats ne peuvent plus légalement les protéger, les entreprises publiques sont en voie de privatisation et les « niches » sont de plus en plus vulnérables.

La logique de l'investisseur

La logique de l'investisseur est toujours la même : il cherche à rentabiliser son capital, à gagner le plus d'argent possible dans le temps le plus court possible. Les placements des grandes banques et des autres sociétés d'investissement suivent le développement de l'économie et s'orientent vers les secteurs les plus stratégiques, qui sont aussi les plus rentables.

Les interactions entre les trois logiques

Chacune des trois logiques poursuit des buts différents (inventer, vendre et gagner de l'argent) mais elles interagissent entre elles et ce sont leurs interactions qui constituent le cœur du réacteur. La logique de concurrence entre les managers tend à stimuler le développement technique, puisque les entreprises cherchent à agir sur ce facteur pour améliorer leur compétitivité dans la conquête des marchés. La généralisation des nouvelles technologies intensifie la concurrence entre les entreprises puisque les premières à assimiler les nouvelles technologies gagnent des marchés et survivent ; les autres fusionnent ou disparaissent.

Les investisseurs suivent le mouvement mais cherchent à l'anticiper en plaçant leurs capitaux dans les entreprises qui, croient-ils, ont de l'avenir.

Cette dynamique est constructive mais également terriblement destructrice : les innovations ruinent des pans entiers de l'économie et transforment des régions prospères en déserts industriels ; la concurrence engendre des restructurations d'entreprises, des délocalisations et donc du chômage ; les déplacements de capitaux provoquent des crises économiques régionales.

Le mouvement social gestionnaire

Nous appelons mouvement social gestionnaire, un acteur porteur d'un projet de société, d'un modèle, non seulement économique, mais aussi politique, social et culturel ; d'une utopie visant l'intérêt général. Les interactions entre les trois logiques exposées forment un mouvement de ce type. Ce projet en question est celui d'une société de consommation, d'information et de compétition, structurée en réseaux agissant au niveau mondial.

Le mouvement entend proposer de modes de résolution des 5 problèmes vitaux de la vie collective et des sens culturels qui y sont liés, donc une nouvelle conception de la puissance, du pouvoir, de l'influence, de l'autorité et de l'hégémonie.

Pour arriver à ses fins, il affronte tous les partisans du protectionnisme, les tenants du nationalisme, les défenseurs de l'Etat-providence, les socialistes et les « gauchistes, les mouvements de résistance alter-mondialistes.

Ce mouvement que nous avons appelé culturocratie, est à la fois dirigeant et dominant. Dirigeant parce qu'il diffuse un nouveau modèle de l'individu : surinformé, compétitif, flexible, autonome et ouvert sur le monde, hédoniste et soignant son aisance son look, son aisance physique et psychique. Avec ces individus, la culturocratie innove, invente des nouveaux biens et services, produit de la richesse. Le mouvement est aussi dominant parce qu'en réalisant ce modèle, il engendre des coûts sociaux, psychologiques, écologiques et culturels qui sont importants.

Le mouvement social contestataire

Les résistances et les alternatives à ce mouvement gestionnaire sont encore faibles mais leur enjeu principal serait une autre conception de l'individu du modèle culturel identitaire : à la consommation sans frein, ils opposent la qualité de la vie ; à la compétition, ils opposent la solidarité ; à la manipulation, ils opposent l'autonomie et l'autoréalisation des individus ; à l'exclusion, ils opposent l'intégration, à la pauvreté et à la répression, ils opposent les droits de l'homme. C'est une utopie de l'individu hédoniste mais solidaire que ces actions collectives sont entrain d'inventer peu à peu.

Les voies du changement social

Il nous faut comprendre comment ces deux interprétations de l'Individu (Individu consommateur compétitif et Individu hédoniste solidaire) s'affrontent.

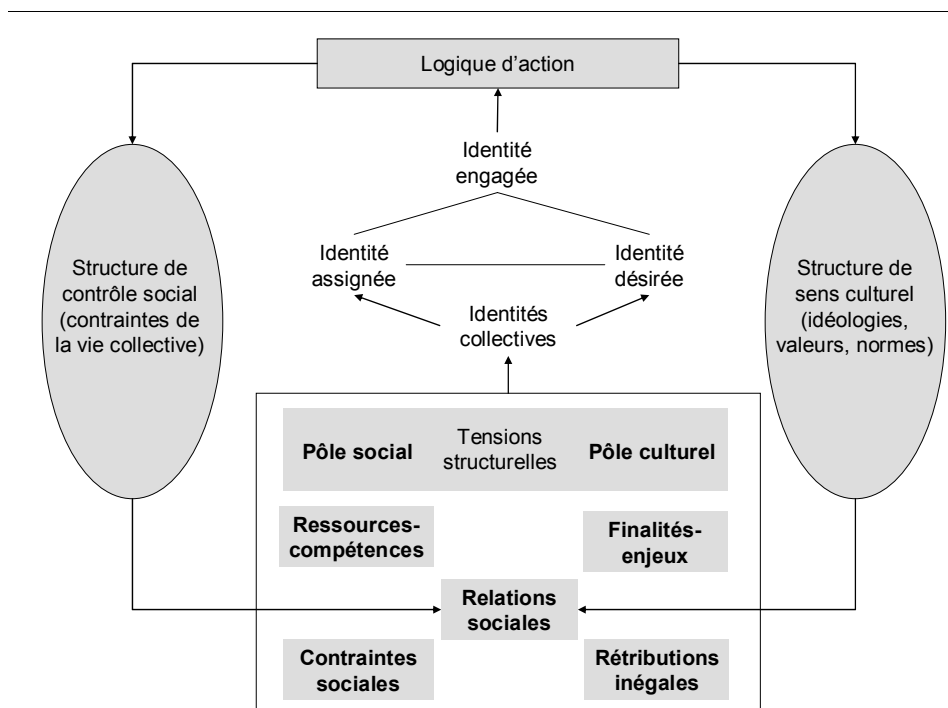
- Les conceptions s'opposent dans tous les thèmes traitant de la gestion de 5 problèmes vitaux de la société
- Leurs tensions (échanges compétitifs, conflictuels et contradictoires) lieu à des débats de société qui font évoluer peu à peu nos valeurs et représentations
- Ces évolutions débouchent sur des réformes auxquelles ces idées nouvelles nous conduisent : on change les pratiques, les lois et on réforme les institutions
- Ces réformes, à leur tour, engendrent des résistances, de nouveaux conflits et parfois des révoltes, qui alimentent à leur tour des débats de société.

La référence culturelle centrale à l'Individu est le siège de tensions concrètes, vécues par les acteurs, et constituent l'enjeu de leurs interprétations et de leurs échanges dissensionnels. Plus ces deux mouvements s'opposent, plus ils stimulent les débats et alimentent des tensions. Ces tensions engendrent une lente évolution des valeurs qui légitiment de plus en plus le modèle culturel identitaire, et qui inspirent des réformes concrètes et inventent de nouvelles formes de contrainte sociale et de nouveaux principes de sens.

Conclusion

En pratiquant les relations sociales, l'individu intériorise des identités collectives ; celles-ci sont traversées par des tensions structurelles, qui se traduisent dans sa conscience par des tensions existentielles entre les différentes sphères de son identité ; en les gérant, il développe ses capacités de sujet et il construit son identité personnelle ; pour réaliser cette identité parmi les autres, il s'engage dans des logiques d'action ; ces action (re)produisent les contraintes sociales et les sens culturels et idéologiques, qui conditionnent la pratique de ses relations sociales. La démarche est intentionnellement circulaire : **la société produit des individus, qui la (re)produisent en cherchant à y réaliser leur identité.**

C'est parce que l'individu devient de plus en plus la référence culturelle centrale des relations sociales que nous devons reconstruire la sociologie autour des capacités du sujet, si nous voulons comprendre le fonctionnement et le changement de nos sociétés.



Nous ne faisons que dégager un sens d'une réalité qui pourrait être interprété autrement. L'intérêt de la démarche proposée dépend de son pouvoir heuristique, de sa capacité de rendre intelligible ce que nous avons sous les yeux et d'ouvrir de nouveaux questionnements.